

Affaire K-Energie : droit de réponse de Kassus Dioubaté...

Pages 3-4

Journée africaine de
Prévention des risques
professionnels

La CNSS au cœur de l'événement

Page 2



Fotoba



L'île au trésor se meurt Page 14

2^e EDITION

Salon international de l'HABITAT & CONSTRUCTION

Pays invité d'honneur
CÔTE D'IVOIRE

MINISTÈRE DE LA VILLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

18-22 MAI 2017
PALAIS DU PEUPLE

THEME

**ENSEMBLE POUR DES VILLES SANS TAUDIS,
GAGE D'UN DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Bâtir un cadre de vie moderne

SPONSORS OFFICIELS

AXEX
SIHaCo

PARTENAIRES PUBLICS

APIP, EIA, etc.

le populaire

le journal qui vous ressemble

Hebdomadaire guinéen d'information générale ● N°560 ● MARDI 2 MAI 2017 ● 3000 FG ● Fondateur Diallo A. Abdoulaye Tél: (00224) 655 404 294



À bâtons rompus...

Bah Oury règle ses comptes

L'exclu de l'Ufdg cagne ses adversaires, félicite les magistrats de la Cour suprême, soutient les réformes du nouveau ministre de l'Enseignement pré-universitaire, et apporte son appui au nouvel élan d'Alpha Condé. **Page 4&5**



Le bilan funeste d'un malaise
**Boké la «rebelle», chasse
gouverneur et préfet** Page 12

**Alpha
Saliou
Wann
montre...**

**... ce qu'il
faut faire**

Page 15



Confidences PUBLIQUES

Affaire sextape: Le sursis comme sentence

Jeudi 27 avril 2017, le TPI de Dixinn a condamné Thierno Mamadou Bah à un an de prison avec sursis et au paiement d'un franc symbolique. Le leader du parti politique dénommé NGC était poursuivi pour diffamation et tentative de chantage à l'encontre de l'homme d'affaires Kerfalla Camara KPC, patron du groupe Guicopres.

Violences à Boké: des venus-de-nulle part à l'index

Dans les pillages enregistrés en marge des émeutes, les populations locales accusent des venus-de-nulle part d'avoir commis des pillages.



PEOPLE

Et Khady Diop convola en justes noces avec l' élu de son cœur !

L'artiste Khady Diop est désormais mariée. Elle vient de dire OUI à M. Soumah Mohamed Lamine ce jeudi 27 avril à Conakry. C'était en présence des parents, amis, alliés, fans et autres connaissances des deux conjoints.

Déjà, dans la matinée, a eu lieu le mariage religieux au domicile des parents de la mariée à Dixinn-école, suivi du civil à la mairie de Dixinn où le couple s'est offert un véritable bain de foule, des ovations et congratulations de la part des invités. Ce vendredi 28, une soirée récréative a réuni invités et proches du couple à l'hôtel Noom. L'époux, M. Soumah, est de la jeune génération de cadres guinéens. Il prête ses services à la Bicigui en qualité de responsable de la communication.

A cette heureuse occasion, l'équipe rédactionnelle de votre semainier *Le Populaire* se joint à ses valeureux lecteurs pour souhaiter heureux ménage au couple.

Journée africaine de Prévention des risques professionnels La CNSS au cœur de l'événement

Une personne, quelque part dans le monde, meurt toutes les 3 minutes d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle. Chaque seconde, 4 personnes au moins sont blessées à travers le monde à leur travail. Sur 100 accidents mortels, 7 surviennent au lieu de travail, 37 dans la circulation et 56 liés à des accidents domestiques.

Ce sont là entre autres statistiques égrenées ce jeudi par la Caisse nationale de sécurité sociale à l'occasion de la commémoration de la 21e Journée africaine de la prévention des risques professionnels à Conakry. Des accidents qui représentent une perte d'environ 4% du Produit national brut. C'est pour inverser cette tendance que la CNSS a célébré cette fête instituée par l'Interafricaine de la prévention des risques professionnels. La commémoration a connu la participation des travailleurs, des membres du Conseil d'administration et de la direction générale de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) axée sur le thème : **“Evaluation des risques professionnels, gage d'une modernisation des outils de gestion de la santé et sécurité au travail”**, avec pour

sous-thème : **“Relations entre les entreprises utilisatrices et les entreprises sous-traitantes en matière de santé et sécurité au travail”**.

Dans son discours de circonstance, le directeur général de la Cnss a dressé une lecture peu reluisante du Bureau international du travail (BIT) qui dénombre un peu plus de **53.000 décès** liés au travail en Afrique au sud du Sahara et **250 millions d'accidents de travail** par an dans le monde.

« Face à ces défis, l'Afrique et tous les acteurs de la prévention sont fortement interpellés par rapport aux questions de management de la sécurité et de la santé au travail. Et pour une meilleure synergie de nos activités, nous invitons tous les acteurs de la prévention, notamment l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Association internationale de



Malick Sankhon, directeur général de la CNSS, lors de la célébration de la Journée africaine de la prévention. Photo: MB

la sécurité sociale (AISS) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), à mutualiser leurs efforts », a formulé **Malick Sankhon**, avant de témoigner de toute sa gratitude au président Alpha Condé « pour son soutien au monde du travail ». Le ministre de l'Enseignement technique, de la formation professionnelle, de l'emploi et du travail, **Albert Damantang Camara**, a rassuré de l'engagement du gouvernement dont il est le porte-voix à tout mettre en œuvre pour que soient menées des actions et politiques de développement en vue

d'une culture de prévention et de promotion de la santé et la sécurité au travail en République de Guinée. Représentant l'OMS, **Karifa Mara** a salué la commémoration de la présente fête qui devrait permettre aux panelistes de produire des recommandations allant en droite ligne dans la préservation de la santé et sécurité au travail. C'est en formulant les mêmes attentes que le ministre de la Santé et de l'hygiène publique a déclaré ouverts les travaux.

Par Mady Bangoura

Journée mondiale de la sécurité et de la santé L'hôpital Donka accueille les festivités

Optimiser la collecte et l'utilisation des données sur la sécurité et de la santé au travail. C'est sous ce thème que la Guinée a célébré vendredi 28 avril la *Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail* à l'amphithéâtre du service de cancérologie de Donka.

Elle a été auréolée de plusieurs présentations faites par des experts en chirurgie et en santé sécurité au travail. Mais la plus illustrative et la plus marquante est celle qui a été faite par le **Pr Biro Diallo**, chirurgien chef de l'hôpital national Donka.

Il a présenté un cas d'accident de travail qui sort de l'ordinaire. Parce qu'à la projection d'un film sur diapo, l'assistance est tombée des nues. Le film retrace la chute d'un adolescent de 14 ans qui a chuté du som-



Pr Biro Diallo. Photo: MB

met d'un immeuble de 4 niveaux à Madina en 1999 où il a trébuché pour tomber sur un chevron planté au sol et qui mesurait 6 mètres environ. Il a été embroché. Ce que les techniciens appellent empalement. L'accidenté, ne pouvant pas être mis dans une voiture, a été placé sur le porte-bagage d'un minibus et transporté à

l'hôpital Donka. Le bois dans l'abdomen, avec les couloirs exigus de l'hôpital, le jeune de 14 ans a été admis au bloc opératoire où il a été soumis à l'intervention chirurgicale avec brio. « Chapeau au collègue médical qui a réussi cet exploit », a témoigné un participant dans la foulée.

« Pour nous, il s'agissait, à l'instar de tous les pays du monde, de célébrer la Journée de la sécurité et de la santé au travail. Nous avons eu droit à plusieurs présentations qui sont très illustratives et qui montrent les différents défis auxquels nous faisons face en termes de santé et sécurité au travail. Il s'agit justement donc de relever les différents types de risques notamment physiques, techniques, chimiques, psychiques et même ergono-

miques au lieu de travail », a évalué le ministre de la Santé et de l'hygiène publique, le **Dr Abdourahamane Diallo**. Faire l'adéquation entre l'employé et son environnement de travail, c'est un autre défi qui reste à relever. Puisqu'en matière de santé sécurité au travail, il y a plusieurs départements qui sont impliqués, notamment le département de la Santé et tous les autres départements sectoriels en plus de ceux qui se focalisent sur la problématique de l'emploi et du travail. Toute chose qui reste une des priorités du gouvernement qui devrait œuvrer à mettre l'accent sur la synergie entre les différents départements qui interviennent dans la santé et sécurité au lieu de travail.

Par Mady Bangoura

le populaire

5 avenue Manquepas, immeuble Baldé Zaïre, Kaloum, Conakry, Guinée
Récépissé N°797/PR/TPI/C Modifié par le N°65/PR/TPI/C du 18/01/02

**le populaire
Magazine**

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Mady Bangoura
+224 664 294 851
bangouramady@gmail.com

REDACTEUR EN CHEF

Abdoul Malick Diallo
+224 655 620 085
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

Aissatou Diallo
+224 664 888 237
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

CHRONIQUEURS

Lamarana Diallo
lmdiallofb7@gmail.com

Marie Paule Huet
mariepaulehuet@gmail.com

Philan Traoré
bmphilantraore@gmail.com

IMPRESSION

Imprimerie du Centre
+224 664 290 063
imprimerieducentre@gmail.com

EDITEUR, ADMINISTRATEUR DES PUBLICATIONS

Diallo Alpha Abdoulaye
+224 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com

CONSEILLER

Alain Rivière

E-MARKETING

Ahmed Tidiane Diallo
tidiani83@gmail.com

PUBLICITÉ

sandrine.lepopulaireconakry@gmail.com

Affaire K Energie

Le droit de réponse de Kassus Dioubaté

Je vous envoie les présentes pour faire prévaloir mon droit de réponse suite l'article me concernant que vous avez posté le 20 avril 2017.

En effet, pour satisfaire les besoins en électricité de la GUINEE, le 1^{er} Août 2014, l'Etat guinéen a signé un contrat de fourniture d'énergie avec « K ENERGIE » SA et « MIAMI CAPITAL HOLDING CORPORATION » ;

Pour pouvoir exécuter ledit contrat :

- le 12 janvier 2015, MIAMI HOLDING CORPORATION a signé avec PW POWER SYSTEM INC un contrat de vente de turbines.

- Le 16 janvier 2015, UBA BANK GUINEE a ouvert à K ENERGIE SA une ligne de crédit de 51.000.000 US DOLLARS (cinquante et un millions de dollars) pour l'importation de trois centrales électriques à turbines mobiles ;

- Si Sam Zormati a signé le contrat de fourniture d'électricité et celui de vente de turbines, j'ai signé le contrat de prêt qui permettait d'honorer les premiers cités ;

- Mieux nous avons tous deux signé es qualité c'est-à-dire au nom et pour le compte de sociétés ou autrement dit de personnes morales qui elles s'engageaient ; Donc quand on réclame des contrats

- nommément signés par moi c'est faire preuve d'une méconnaissance criarde des règles régissant le fonctionnement des sociétés ;

- A la différence de Sam je m'étais engagé

- personnellement et sur mon patrimoine à garantir le prêt de UBA sans lequel les centrales n'auraient jamais quittées les USA ;

- Heureusement ce dit prêt consenti pour acheter les centrales aujourd'hui disputées a été honoré me libérant de mon obligation ; c'est d'ailleurs la raison ou la motivation de la décision rendue par la Cour d'Appel rétractant l'autorisation de saisie donnée par le juge du tribunal d'instance ;

- La Cour avait estimé que dès l'instant que le débiteur Principal à savoir K ENERGIE avait payé sa dette, le cautionnement était éteint et par conséquent moi, Ibrahima Kassus DIOUBATE es nom et es qualité de caution, ne pouvais pas ainsi procéder à une saisie ;

- La conséquence que je tire de cet Arrêt est différente de la vôtre ; pour moi à travers cet Arrêt on peut retenir que la justice guinéenne a tranché la question de propriété en faveur de K ENERGIE ;

- Dans une vente n'est-il pas propriétaire celui qui paie le prix ?

- Cela me permet d'ailleurs d'aborder la question du contrat de leasing dont vous faites état ; c'est un faux fait ou établi pour justifier l'arnaque de SAM ;

- En effet, déjà un contrat de leasing fait appel à trois parties à savoir le fournisseur ou vendeur, l'emprunteur et le

prêteur ce qui n'est pas le cas dans le contrat visé par vous ;

- Mieux encore, dans le cadre d'un leasing si le prix est payé, l'emprunteur devient propriétaire et dans le cas présent les cinquante et un million de dollars ont été payés comme il est démontré ci-dessous ;

Pour réclamer le paiement du prix des centrales, PW POWER SYSTEM INC société qui a fabriqué et vendu, a envoyé à UBA GUINEE :

- Une facture pro-forma de 51.000.000 de US DOLLARS pour les trois centrales à turbines mobiles ; (annexe 1)

- Deux factures commerciales de 17.000.000 US et

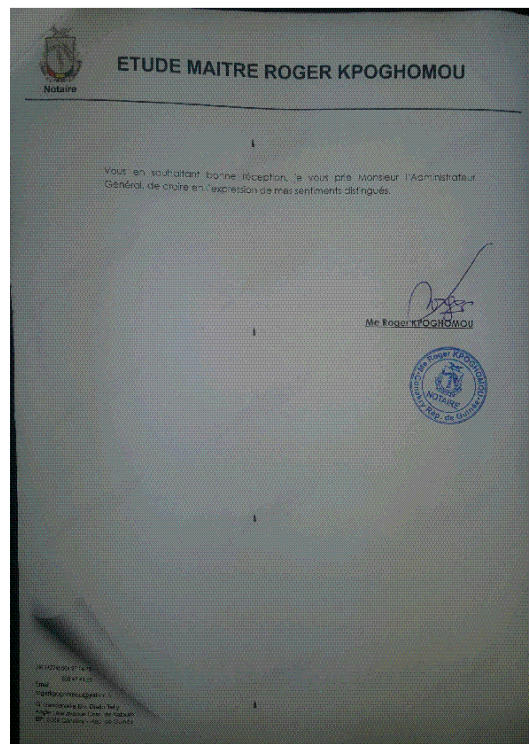
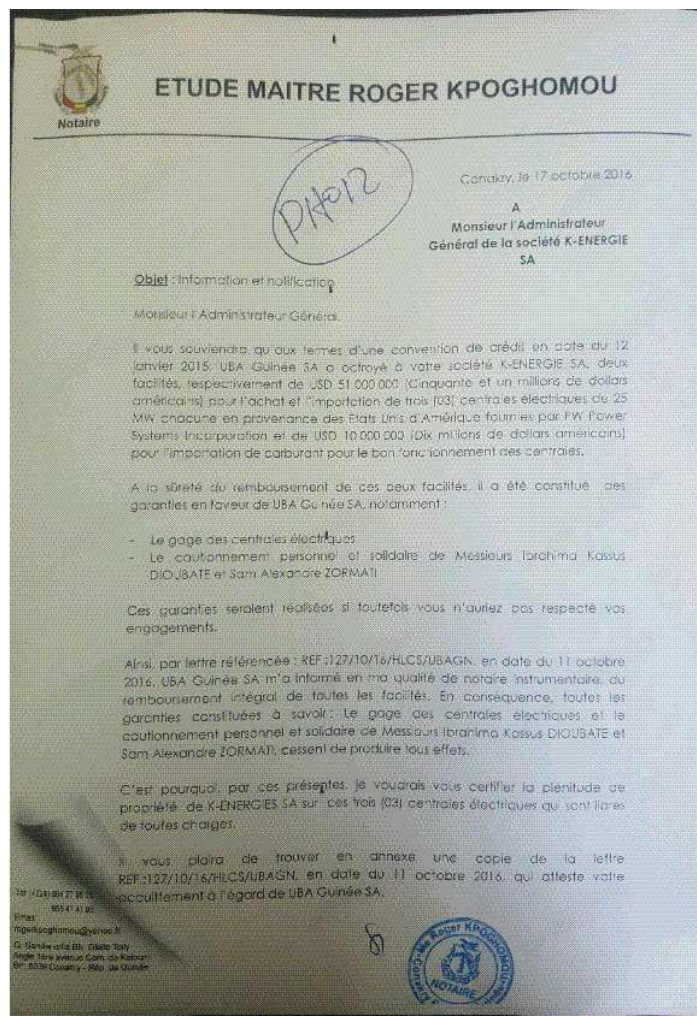
34.000.000 US Dollars respectivement pour les turbines 1 et turbines 2 et 3. (annexes 2 et 3)

A la lecture des dits documents on remarque :

- Il est fait référence au contrat d'achat de turbines signé le 12 janvier 2015 entre MIAMI HOLDING CORPORATION et PW POWER SYSTEM INC ;

- Mais que la facturation a été faite à K ENERGIE SA et que la vente des TURBINES a été faite à K ENERGIE SA ;

UBA GUINEE s'est exécutée en débitant le compte de la société K ENERGIE ouvert dans ses livres pour PAYER PAR LETTRES DE CREDIT à



PW POWER SYSTEM INC le montant global de 51.000.000 US dollars ;

Ce paiement a été fait en deux tranches se rapportant aux factures :

- D'abord le 04 mars 2015 un montant de 17.000.000 US DOLLARS (dix-sept millions de dollars) a été payé pour le prix d'une turbine ; (annexe 4)

- Ensuite, le 17 mars 2015, un montant de 34.000.000 US DOLLARS (trente-quatre millions de dollars) a été payé pour les deux turbines restantes ; (annexe 5)

Les swift copy relatant ces paiements et les factures pro-forma et commerciales attestent de la propriété exclusive de K ENERGIE SA sur ces turbines ;

UBA GUINEE avait, pour garantir le paiement de son prêt, pris en gage ce matériel professionnel dont il finançait l'acquisition ; Aujourd'hui, ces turbines, propriété exclusive de K ENERGIE SA, sont sorties de son patrimoine du fait de Sam Alexandre ZORMATI et PW POWER SYSTEM INC ;

Pour y parvenir, Sam Alexandre ZORMATI a créé le 22 janvier 2016 une nouvelle société unipersonnelle dénommée « MIAMI CAPITAL GROUP CORP » qui est de droit dominicain ;

Elle est immatriculée sous le numéro 2016/IBC18967 avec la même adresse que « MIAMI CAPITAL HOLDING CORPORATION » elle créée le 22 Mai 2014 ;

Aujourd'hui SAM ZORMATI soutient que les centrales achetées en 2015 avec le financement de UBA GUINEE appartiennent en exclusivité à « MIAMI CAPITAL GROUP CORP » ;

Il est aidé dans son entreprise de détournement par PW POWER SYSTEM INC qui lui aurait délivré :

- des titres de propriété des turbines en date du 22 novembre 2016 faisant état d'un transfert daté du 31 Mars 2015

- et une attestation dans laquelle on peut lire qu'elle « a fourni trois centrales à turbine mobile à MIAMI CAPITAL GROUP CORP immatriculée sous le numéro 18967 en exécution du contrat signé le 12 janvier 2015.

Aujourd'hui cette question de propriété est pendante en justice au Sénégal ;

Suite à la page 4

Ils ont dit



Elhadj Sékhouna Soumah, Kountigui (patriarche) de la Basse Côte, le samedi 22 avril 2017 à Dubréka : « Nous n'avons pas de routes. Si les gens sortent dans les rues et brûlent le peu de bitume que nous avons, comment allons-nous faire ? J'ai dit qu'ils peuvent manifester, mais de s'abstenir de mettre le feu sur le goudron pour ne pas le gâter. Si tu n'es pas un mauvais fils soussou, бага ou landouma, tu dois apprécier cela. Parce que tout simplement tu sais que je n'ai pas parlé de moi, encore moins de quelqu'un d'autre. Ce que j'ai dit, c'est cela la vérité. (...) Votre opposition et votre mouvance, chacune a du goudron chez elle, mais, elle ne met pas du feu là-bas. (...) Celui qui veut faire des mouvements -de protestation- il ira dans sa région mettre le feu. Celui qui brûle un pneu sur le bitume à Conakry, on va le mettre autour de son cou. Qu'il le tente, celui qui n'y croit pas. »



Général Mathurin Bangoura, gouverneur de Conakry, à propos des émeutes de Boké : « J'avoue que le constat est amer à Boké, très amer. Aucun véhicule n'est rentré à Boké, aucun véhicule n'est sorti. On a voulu savoir quels étaient leurs points de revendications. Ils nous ont dit qu'il n'y a pas de lumière, il n'y a rien. Le constat, comme je l'ai dit, est très amer. C'est une première à Boké. J'ai fait 4 ans au Liberia pendant la guerre, 3 ans et 6 mois en Sierra Leone, mais ce que j'ai vu, c'est comme une rébellion. Je l'avoue, c'est comme une rébellion. »

ACTU CONAKRY

LA RÉFÉRENCE DE L'ACTUALITÉ GUINÉENNE SUR LE WEB

L'information guinéenne, c'est sur

www.actuconakry.com

Tel: +224 622 56 56 67

+224 657 36 36 26

E-mail : actuconakry@gmail.com

Suite de la page 3

Sam a joué sur une homonomie avec les « MIAMI CAPITAL » pour tromper son monde ; Votre site même se perd dans ce jeu en ce sens que tantôt que vous avancez « que la propriété revient à MIAMI CAPITAL GROUP CORP tantôt vous affirmez que MIAMI CAPITAL HOLDING CORPORATION livre et installe à Coronhie les centrales »

Ne pèserait-il pas sur le loueur l'obligation de livrer et d'installer ?

La dernière remarque que je voudrais faire est relative à la constitution de K ENERGIE et aussi de la cession des parts sociales à MIAMI HOLDING CORPORATION ;

Vous avez soutenu que j'aurais trompé Sam ZORMATI pour bénéficier de 60% des actions et que les statuts avaient été harmonisés à la suite de la découverte de la supercherie ;

Je rappelle que K ENERGIE n'est pas la première société à laquelle participait Sam ZORMATI en Guinée ; il y a eu TACTICHOMES entre autres ; Je ne vais pas trop épiloguer et vous renvoie donc à deux documents dont vous aurez l'obligeance de publier comme il a été fait dans votre article précédent ;

Ces deux documents sont :

• l'attestation de Me Roger KPOGHOMOU le notaire cité dans l'article posté ; (annexe 6)
• le procès-verbal d'assemblée générale en date du 21 décembre 2015 de MIAMI CAPITAL HOLDING CORPORATION bénéficiaire de la cession des parts sociales à travers lequel on peut lire :

« **IMPORTANT : L'annulation susmentionnée des certificats d'actions N°2 et N°3 et la modification du nombre d'actions sur les certificats N°4 et N°5 ont été signés uniquement dans le but de lever les fonds pour les projets sur le marché boursier et auprès d'autres institutions financières....** » (annexe 7)

Ce procès-verbal signé par Sam ZORMATI et moi et l'attestation du notaire prouvent à suffisance le pourquoi de la cession des parts sociales ; Pour terminer, j'assume le fait que GDE SARL de Mori DIANE a été attiré en justice parce qu'elle occupait illégalement une assiette foncière sur laquelle K ENERGIE avait un droit de superficie ;

En effet, si Mori DIANE soutient que MIAMI GROUP CORP et MIAMI INC lui aurait loué les centrales, l'assiette foncière était toujours au nom de K ENERGIE qui elle ne lui avait rien concédé ;

Quoi de plus normal de solliciter son expulsion entre autres ?

Voilà ce que je voulais dire sur les faits ;

Relativement aux calomnies, insultes, invectives et attaques en dessous de la ceinture, je ne vais pas m'abaisser à y répondre mais je me réserve le droit d'user des voies légales pour que justice soit faite comme je l'ai d'ailleurs fait pour les faits cités plus haut ;

J'estime que ma position est claire comme l'est ma croyance en la justice ;

Je fais mien l'adage qui voudrait qu'on ne puisse dire d'une personne qu'elle a, en marchant, les pieds arqués que parce que l'on est derrière.

Ibrahima Kassus DIOUBATE

À bâtons rompus...

Bah Oury règle ses comptes

Pour exiger la tenue des élections communales, l'opposition menace de reprendre les manifestations de rue. Le vice-président exclu de l'UFDG estime que c'est une piètre stratégie. Bah Oury évoque également l'affaire *Massacre du 28 septembre 2009* avec des révélations sur Toumba en détention et Tiégboro des services spéciaux. Toutefois, il considère que la question d'un 3e mandat d'Alpha Condé n'est pas d'actualité.

Le Populaire: Les élections communales étaient prévues au cours du premier trimestre de cette année. D'après votre analyse de la situation, seront-elles organisées en 2017 ?

Bah Oury: C'est difficile de se prononcer puisque je ne suis pas maître du calendrier. Mais, ce dont je suis sûr, le Code électoral voté le 23 février dernier ne fait pas encore l'unanimité. Beaucoup d'acteurs politiques et de la société civile ont déposé de recours auprès de la Cour constitutionnelle pour contester le texte. Nous attendons la réaction de la Cour pour savoir si cette loi ne reviendra pas au niveau de l'Assemblée nationale pour faire l'objet d'amendement pour qu'elle soit en conformité avec la Constitution. J'ai fait une proposition d'ores-et-déjà pour aller dans le sens de la confirmation de la violation de certaines dispositions constitutionnelles dans le Code électoral et montrer que la nomination des chefs de quartiers et de districts par des conseils communaux élus ne correspond pas du tout à ce que la Constitution prévoit. De l'autre côté, le texte présente un des dangers extrêmement importants, parce que ça contribue à mettre en place des oligarchies politiques qui risquent de prendre en otage le vote des électeurs. Par conséquent, au lieu que la démocratie soit le système politique pour que l'écrasante majorité des citoyens puissent s'exprimer, ça sera une forme purement de façade où le vote n'aura plus d'effet. C'est extrêmement dangereux pour la stabilité du pays et pour l'enracinement de la démocratie en Guinée. Il y a une proposition alternative qui correspond aux dispositions du Code des collectivités du Sénégal qui prévoit la mise en place des conseils consultatifs dans les quartiers. Ces conseils consultatifs sont composés de différentes associations du quartier y compris les sages, les femmes, etc. Donc, l'ensemble des forces vives du quartier peuvent être représentées dans le Conseil consultatif. Et ce sont ce conseil consultatif qui, en son sein, élit des représentants. Dans cette approche, les questions constitutionnelles seront respectées et les difficultés de la CENI seront prises en compte puisqu'elle ne peut pas organiser, au suffrage universel comme elle a dit pour des raisons financières et logistiques, des élections dans l'ensemble des quartiers et districts. Je pense, à partir de ce moment-là, ça nous permettra de repartir sur une autre base. Ceci dit, il y a des notifications dans le dispositif du

processus électoral comme le Pacte de convergence de la CEDEAO sur la gouvernance qui recommande qu'il y ait un délai de six mois entre l'adoption d'une nouvelle disposition et une élection qui doit prendre en compte ce changement du dispositif. On est au mois d'avril, bientôt mai. Dans le meilleur des cas, les élections pourraient se tenir dans la forme légale vers la fin de l'année, soit en début d'année 2018 pour ne pas accumuler encore un retard alors qu'on aura les législatives en septembre 2018.

Est-ce que vous avez fait cette proposition à la Cour constitutionnelle ?

La Cour constitutionnelle est indépendante. Ma proposition circule, mais ce n'est pas à elle de prendre une décision. La Cour constitutionnelle doit examiner la validité et le respect des lois au regard de la Constitution. La nomination des chefs locaux au prorata des voix viole le suffrage direct. En plus, lorsqu'ils ont dit que les chefs de quartiers et présidents de districts peuvent être nommés par les conseils élus, ils ont enlevé les prérogatives des collectivités locales aux quartiers et aux districts. Ce qui est une aberration au sens institutionnelle et au sens administratif du terme, parce que les quartiers, qui sont des composantes de la commune, doivent remplir les critères pour être des collectivités locales. Par exemple, si on considère qu'on peut faire un découpage d'une commune pour en faire deux et si le quartier n'a pas une personnalité morale donc juridique pour être qualifié de collectivité locale et érigé en une commune, comment pourrions-nous découper par exemple le quartier de Sonfonia ? Si on dit que le quartier de Sonfonia est une commune, qui pourra dire que ce n'est pas une commune si on procède à ce découpage ? C'est pour vous dire que la manière dont ils ont considéré les quartiers et les districts est une violation de la Constitution.

Et comment ?

La Constitution dit que les collectivités locales s'administrent autrement par des conseils élus représentant les populations. C'est pour contourner cette difficulté et faire comme s'ils ont respecté le processus de décision institutionnelle qu'ils ont fait cette alchimie qui ne reflète pas du tout la réalité.

Est-ce qu'il y a de la chance que votre proposition soit un jour débattue à l'Assemblée ? Déjà, le point 2 de l'Accord politique présente des entorses



graves à la Constitution. Et ça ne va pas dans le sens de la démocratie, de la décentralisation. Pis, ça crée des risques sérieux de troubles dans certaines régions où la coexistence ethnique est relativement récente. Et par rapport à l'intérêt supérieur du pays, sur le plan constitutionnel, l'obligation de respecter la Constitution et par rapport aux impératifs politiques d'aller dans le sens de la stabilité dans le pays, il faudrait éviter des décisions qui risquent de créer de sérieux problèmes à la Guinée.

Pourquoi n'aviez-vous pas fait votre proposition pendant le dialogue ?

Le dialogue, c'était quoi ? Il y avait des arrangements. Vous croyez que ceux qui ont signé le point 2 ne sont pas conscients de ceci ? Ils veulent que les délégations spéciales qu'ils dirigent déjà soient celles qui seront réélues à travers des réseaux de clientèle et en faisant des propositions à certaines personnes ressources dans les quartiers. C'est un réseau pour étouffer le processus démocratique et influencer négativement les électeurs. Ils veulent se maintenir pour satisfaire leurs propres intérêts qui n'ont rien à voir avec l'intérêt général.

Donc le peuple est pris en otage par l'UFDG et le RPG ?

Ceci prouve qu'il y a des personnes, quels que soient leurs bords politiques, opposition ou mouvance, qui ont peur du processus démocratique et de cette nouveauté qui est en train d'évoluer. La société guinéenne veut le changement. Les jeunes veulent s'impliquer davantage. Les deux bords politiques se sont partagé les délégations spéciales. Il y va de soi que la Guinée ne va pas avancer. Bien au contraire, elle va reculer.

L'opposition menace de reprendre les manifestations de rue. Est-ce qu'elles sont opportunes ?

Non, pas du tout ! Déjà, ceux qui ont organisé cette façon de violer la Constitution ne vont pas dans le sens de l'intérêt national. Ceci veut dire quoi ? Si vous ne faites pas ce que je veux, je vais sortir les gens et

les prendre en otage. Non, je pense que c'est enfantin, puéril et c'est même irresponsable.

Qu'est-ce qu'il faut alors ?

Il faut aller dans un sens de dialogue profond, ne pas faire une loi ou un accord pour satisfaire ses propres intérêts seulement. Il faut voir l'intérêt du pays pour garantir un renouveau démocratique.

A qui imputer la responsabilité ?

Il y a une génération politique héritière des pratiques depuis l'indépendance qui sent que son temps est en train de finir et qui veut s'agripper coûte que coûte pour imposer à la société guinéenne sa marche et son empreinte. La société guinéenne veut bouger, les gens veulent prendre des responsabilités, mais il y a certains qui veulent tenir la barre pour que cela n'arrive pas. Malheureusement pour eux, la vie étant ce qu'elle est, on assiste à la fin d'un cycle politique et au démarrage d'un nouveau. Celui du renouveau où la société guinéenne avec une génération plus impliquée dans la vie sociale née dans les années 80 qui a grandi avec Facebook. Cette génération n'est pas à l'image de celles formatées par le PDG et le PUP. Ces deux cultures politiques sont totalement différentes.

Faites-vous allusion aux anciens ministres sous Sékou Touré et Conté ?

Pas simplement ceux qui ont été ministres. C'est la culture, la manière de faire, le mode de pensée unique. Aujourd'hui, ils peuvent dire qu'ils sont de l'opposition, mais ils fonctionnent comme un parti-Etat. Ils ont peur du débat. Ce sont des partisans du culte de personnalité. Alors que de nos jours, la société guinéenne aspire à plus d'ouverture.

Votre exclusion de l'UFDG a été annulée par le tribunal de Dixinn. Comment se prépare votre retour ?

Sur le plan judiciaire, l'autre camp a interjeté appel à la décision du tribunal. C'est tout à fait conforme au droit. Mais, ils ont récidivé en utilisant la

Suite à la page 5

Suite de la page 4

méthode et la logique qui ont été condamnées par la justice pour nommer quelqu'un d'autre. En ce qui me concerne, je laisse le processus judiciaire suivre son cours. Au-delà de ça, il y a la lutte politique que nous menons sur le terrain. Nous allons conquérir l'UFDG.

Il se trouve que votre remplaçant par intérim, Chérif Bah, est originaire de Pita comme vous. Comment jugez-vous cela ?

La mentalité du parti unique, les expériences antérieures, la manière dont le PDG et le PUP ont gouverné, c'est toujours cette mentalité qui domine. Diviser pour régner fait partie des méthodes autoritaires connues partout dans le monde. Mais au-delà, je suis né à Pita et je suis un des ressortissants, mais la personne à laquelle vous faites allusion a dit que son père est de Pita, mais que lui, il ne l'est pas.

Il y a aussi la Cour suprême qui a annulé le processus judiciaire dans l'affaire 11 juillet qui vous concerne. Comment vous vous êtes senti en apprenant cette nouvelle ?

J'ai communiqué en félicitant les magistrats de la Cour suprême d'être allés dans le sens de la cassation du jugement prononcé lors des assises de 2013 concernant l'affaire 19 juillet de l'attaque contre le domicile d'Alpha Condé. C'est une attitude responsable qui va dans le sens du renforcement d'une certaine dynamique de décrispation pour tourner la page d'une période assez triste de la vie politique nationale.

Vous vous en félicitez alors que cette cassation ne signifie pas forcément qu'il n'y aura plus condamnation dans un nouveau procès.

Imaginez la décision d'une Cour suprême de casser l'arrêt d'une Cour d'assises dans le cadre d'une affaire intitulée atteinte à la sûreté de l'Etat! C'est un geste extrêmement fort et je ne pense pas que les autorités judiciaires, et même politiques au plus haut niveau, puissent voir dans le sens de votre question. Au contraire, l'idée qui prédomine, c'est d'aller dans le sens de l'apaisement, de décrispation et de pouvoir tourner la page de cette triste période.

Certains parlent de manipulation des magistrats qui ont jugé l'affaire 28 septembre. Êtes-vous de cet avis ?

Ce n'est pas une question de manipulation. Ce qui est plus important, les magistrats de la Cour suprême ont eu le courage de le faire. Bien entendu, je ne peux pas penser que cela puisse se faire sans l'aval des autorités politiques au plus haut niveau dans ce pays.

Après avoir été condamné, vous avez bénéficié d'une grâce présidentielle, mais certains comme AOB et Fatou Badiar sont toujours en détention. Est-ce que vous êtes en contact avec eux ?

Ils savent que je suis solidaire d'eux, que je ne vais pas les abandonner et, que je fais tout pour qu'ils puissent obtenir leur liberté le plus rapidement possible. Un peu de patience, tout le monde recouvrera sa liberté dans très peu de temps.

Parlons de l'affaire 28 septembre qui vous concerne également en tant que victime. Toumba est en prison, mais il se trouve que d'autres inculpés sont en fonction. Qu'est-ce que cela vous inspire ?

Je pense que la justice a ses raisons. Je ne suis pas dans les secrets du juge, ni des magistrats. Je pense que l'essentiel est que l'instruction se passe dans le respect des règles y compris pour Toumba que pour les autres et que toute la vérité puisse être dite dans cette tragédie. Il faut, le moment venu, que le procès se passe dans notre pays et que ça soit un moment de vérité, de responsabilité pour l'ensemble des acteurs, et que cela puisse servir de pédagogie pour demain.

Il se trouve que certains acteurs politiques avaient, au lendemain du massacre, déclaré avoir été sauvés par Toumba. Comment se peut-il qu'aujourd'hui aucun d'entre eux ne lève son petit doigt pour rappeler cela ?

Peut-être qu'ils en ont parlé, je n'en sais rien. Peut-être que le moment n'est pas venu d'en parler publiquement. Je sais que c'est de notoriété publique que Toumba a encadré la sortie des certains responsables comme Sitya Touré, Jean Marie Doré, Fall, Aboubacar Sylla, Mouctar Diallo et d'autres. Mais, Cellou était déjà couché et je l'ai pris au risque de ma vie, aidé par Abdoulaye 3, un de nos gardes, pour le sortir du stade. C'est Tiégboro qui nous a interceptés et conduits dans sa jeep au camp Samory Touré pour les premiers soins.

Croyez-vous réellement à la tenue de ce procès cette année et en la capacité de la justice guinéenne à pouvoir juger cette affaire ?

2017 sera une année judiciaire d'une extrême importance. Il n'y a pas simplement la tenue du procès du 28 septembre 2009. Déjà, le procès du journaliste Mouhamed Koula et la tentative sur ma personne doivent se tenir avant celui du massacre du 28 septembre. C'est un test pour voir si la justice, dans certaines de ses composantes, montrera une capacité et une neutralité pour juger des responsabilités dits politiques qui se sont illustrés par des activités criminelles. Le tribunal de Dixinn doit programmer le procès Mohamed Koula. Je pense que le jugement se fera parce que les journalistes, la famille de la victime et moi-même sommes partie civile. Il faut que le procès se tienne dans les meilleurs délais parce qu'il y va de l'intérêt de la justice dans notre pays.

On sent de plus en plus des velléités de modification constitutionnelle de la part du chef de l'Etat qui fait des déclarations publiques polémiques sur un éventuel 3e mandat. A votre avis, qu'est-ce qu'il faut pour empêcher cela ?

Je n'ai pas entendu qu'il ait dit qu'il veut un 3e mandat. Il ne faut pas lui prêter des propos qu'il n'a pas tenus. La Constitution guinéenne est claire: c'est 2 mandats. Toutes ces supputations ne devraient pas être à l'ordre du jour. En Guinée, on aime créer des débats qui mobilisent pendant des mois pour ne pas s'intéresser aux vrais problèmes. On va encore continuer à se poser des questions. Nous voulons aller dans

le sens du renforcement des institutions démocratiques. Nous ne devons pas être de ceux qui, insidieusement, déstabilisent nos institutions. En plus, l'Afrique de l'ouest est en train d'évoluer dans une dynamique de respect des dispositions constitutionnelles. Il y en a eu au Burkina, et récemment en Gambie. Partout la tentative de modification constitutionnelle a échoué. Les présidents de la Côte d'Ivoire, du Niger, du Libéria rentrent dans le cadre de la normalité démocratique. Le président Alpha Condé ne peut être que dans le sillage d'une Afrique qui bouge et qui se démocratise.

Qu'est-ce qui empêche Alpha Condé de se prononcer sur cette question pour taire les rumeurs comme l'ont fait ses homologues que vous venez de citer ?

Chaque pays a ses réalités. Peut-être que le président Alpha Condé a ses raisons que j'ignore.

Alpha Condé a demandé de couper le cordon ombilical avec la France. Partagez-vous cette opinion ?

Je pense qu'il a raison de le dire. L'Afrique est majeure. Donc, elle doit s'assumer. C'est une revendication tout à fait normale. Il l'a dit dans le sens qu'il est inadmissible que l'UA soit financée à près de 70% par l'UE. Il faudrait, de ce point de vue, que prenions notre destin en main pour financer notre organisation continentale. Nous devons voir nos problèmes par nous-mêmes et pour nous-mêmes. C'est à partir de ce moment qu'on devra être plus représentatif pour défendre les intérêts de nos pays tout en sachant que nous avons des partenaires stratégiques privilégiés. Pour la Guinée, la France est un partenaire stratégique privilégié. Ça, c'est le fruit de l'histoire et la géopolitique mondiale.

En 2016, vous aviez participé à un congrès sur l'avenir de l'enseignement supérieur en Afrique francophone organisé à Dakar par le journal *Le Monde*. Alors, que pensez-vous des réformes envisagées par le nouveau ministre de l'Enseignement pré-universitaire notamment la suppression des notes de cours aux examens nationaux ?

Cette décision est liée à certaines délibérations de la commission que M. Alpha Condé a mise en place pour faire le diagnostic du système éducatif guinéen. Ce sont des mesures qui peuvent être prises d'ores-et-déjà pour les prochains examens. Il y a manque de transparence au niveau des notes de cours qui pondraient les notes à l'examen. Il s'est avéré qu'il y a un commerce illicite de distribution des notes comme si l'objectif est de tromper les enfants. Il faudrait que la note reflète le niveau de l'élève. C'est par ce billet qu'on pourra évaluer les efforts à mettre en place pour améliorer notre système éducatif. Donc, c'est une mesure tout à fait compréhensible pour éviter un trafic de notes constaté par-ci par-là.

Réalisée par
Abdoul Malick Diallo

Libre Tribune /

LA SUSPENSION EST UNE MESURE CONSERVATOIRE ET NON UNE SANCTION DISCIPLINAIRE.

De nos jours bon nombre de personnes ne cessent de croire que la suspension d'un fonctionnaire fait partie des sanctions disciplinaires hors, l'article 75 de la loi L/2001/028/AN du 31 décembre 2001 portant statut général des fonctionnaires, est très claire là-dessus, les sanctions disciplinaires sont par ordre croissant de gravité : **-Sanctions du premier degré** (l'avertissement et le blâme); **-Sanctions du deuxième degré** (l'abaissement d'un ou de plusieurs échelons, la rétrogradation et la radiation du tableau d'avancement); **-Sanctions du troisième degré** (la révocation et le licenciement).

En l'espèce, tout manquement du fonctionnaire à ses devoirs, dans le cadre de l'exercice de ses fonctions, l'expose à une sanction disciplinaire, sans préjudice, le cas échéant, de l'application des peines prévues par la loi pénale (article 74 Loi 028).

Suspendre un fonctionnaire, c'est juste lui faire une défense d'exercer provisoirement ses fonctions, en raison d'une faute grave qu'il aurait commise en violation de ses obligations professionnelles ou en transgressant la loi pénale.

Donc vous retiendrez qu'en votre qualité de fonctionnaire, la suspension à votre rencontre est une mesure administrative prise à titre conservatoire dans l'intérêt du service et/ou dans votre intérêt. Elle n'est pas une sanction disciplinaire plutôt une mesure provisoire.

Cette mesure trouvant son fondement dans la loi L/2001/028/AN du 31 décembre 2001 portant statut général des fonctionnaires, est loin d'être une sanction disciplinaire vu qu'elle a pour effet de vous écarter momentanément (juste un moment) du service en cas de commission de faute grave, qu'il s'agisse d'un manquement à vos obligations professionnelles ou d'une infraction de droit commun pouvant avoir été commis au cours du service ou en dehors du service, évidemment dans l'attente d'un jugement pénal ou du prononcé d'une sanction à votre rencontre. Vos droits et obligations liés à votre suspension sont régis par les dispositions des articles 78 et suivants de la loi L028 susmentionnée.

Si la suspension constitue incontestablement une étape importante de l'engagement de la procédure disciplinaire, elle présente également un grand intérêt pour la personne visée. En effet, la loi attache des conséquences juridiques, parmi celles-ci, il y a, notamment : **-La suspension est obligatoirement suivie de l'engagement de la procédure disciplinaire.**



-Elle est prononcée pour la durée des procédures disciplinaires engagées à votre rencontre jusqu'à la décision définitive.

-Si la décision définitive n'intervient pas dans trois(3) mois, vous êtes automatiquement rétabli dans tous vos droits et fonctions, sans préjudice de l'action disciplinaire.

-La suspension à votre rencontre est prononcée d'office lorsque vous faites l'objet de poursuites pénales ou en cas de détention provisoire.

-En cas de détention provisoire à votre rencontre, la suspension est d'office prolongée de façon à englober la période de détention.

-En cas de condamnation, les conséquences administratives de la décision judiciaire sont déterminées par décret.

-Une fois suspendu, vous avez droit à la moitié de votre rémunération et la totalité des allocations familiales jusqu'à la conclusion de la procédure.

-Conformément à l'article 77 de la loi mentionnée ci-haut, dès qu'une procédure disciplinaire est engagée à votre rencontre, vous avez droit à la communication de votre dossier et à la défense (vous pouvez présenter des observations écrites ou orales, citer des témoins, vous faire assister par un Avocat de votre choix ou même un parent voire un ami).

-Lorsqu'il est constaté que vous avez commis une faute, une sanction disciplinaire est du coup prise à votre rencontre. Ce pouvoir disciplinaire appartient à l'autorité ayant le pouvoir de nomination.

-Lorsqu'une décision de justice met fin aux procédures engagées ou si aucune sanction disciplinaire n'est infligée, vous êtes rétabli rétroactivement dans tous vos droits.

-La période de suspension est sans effet sur vos droits à avancement car elle est prise en compte pour la constitution du droit à pension de retraite.

-En cas d'abus de l'autorité, n'hésitez pas de recourir au tribunal administratif.

Mohamed DIAWARA
Juge d'Instruction
de Kérouané
Tel : 624094909



VOX NEWS

Retrouvez Victoire Eyoum, Pierre-Luc Roy, Heridel Ntema et la rédaction de VoxNews du lundi au vendredi à 19h30 GMT

LA TÉLÉVISION PANAFRICAINE PAR EXCELLENCE



**CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE**

*L'assurance d'une vie bien protégée
La CNSS, l'institution qui garantit
les travailleurs et leurs familles*

Elle assure

Des indemnités de maternité et des prestations familiales
Des prestations en nature et en espèces, en cas d'accidents
du travail et maladies professionnelles
Des pensions de retraite de survivants et d'invalides
Des prestations de l'assurance maladie



Présidentielle française Macron premier à Conakry aussi

Sans grande surprise, sur les 11 candidats en lice, l'ancien ministre de l'Economie à la tête du mouvement *En marche*, la France **Emmanuel Macron**, a remporté le premier tour de la présidentielle française suivi de la candidate du Front national (FN), **Marine Le Pen**.

A Conakry, ils étaient 1766 français inscrits sur la liste et 613 seulement ont voté. Selon les résultats fournis par l'ambassade, le candidat Emmanuel Macron a totalisé 230 voix contre 46 pour Marine Le Pen, 50 pour Benoît Hamon, 170 pour François Fillon.

Le second tour opposera Macron à Marine Le Pen, ce dimanche 7 mai. ■



Ambiance à l'intérieur de l'ambassade de France à Conakry dimanche 23 avril.

Quelque 47 millions d'électeurs français étaient appelés aux urnes. A Conakry, ils étaient 1766 français inscrits sur la liste. 613 seulement ont voté. ■

Que reprenez-vous de cet événement?

Panel réalisé par **Abdoul Malick Diallo**



Mme Bernadette

«J'espère que ce serait une bonne participation et que les français se souviendront de l'histoire et qu'ils vont voter selon leur conscience et faire un bon choix. Nous avons besoin d'un président qui a conscience de l'ampleur des problèmes qui assaillent le monde. Il doit être dynamique, fort et à l'écoute des citoyens.»



Pierre

«Je pense que voter est un droit et un devoir. C'est l'occasion de faire vivre la démocratie. C'est important pour tous les français d'exprimer leur vote. Le nouveau président doit avoir l'amour de son pays et le souci de sa population. Il doit être aussi d'une grande qualité de probité et de travail.»



M. Chérif Tounkara

«J'ai accompli mon devoir citoyen en exprimant mon vote. Mon souhait est que le nouveau président soit un réformateur, un jeune qui essaie de se démarquer un peu des vieux qui étaient là.»



Alpha Diallo

«Je suis venu voter même étant loin de la France parce que c'est un droit et un devoir. Compte tenu de tout ce qui se passe dans le monde, on a besoin d'unité quel que soit le président.»



Aly Zaïr

«J'ai voté pour mon candidat. Mais, je pense que le second tour c'est entre Macron, Fillon et Le Pen.»



Joël Chartier

«Je viens d'accomplir mon devoir de vote comme à chaque élection présidentielle. C'est toujours un peu surprenant de se retrouver à un moment pareil pour une élection présidentielle. Cette année, la tâche est un peu difficile avec tout ce qu'il y a eu. Je pense que les français vont trouver le bon président qu'il leur faut parce qu'on a toujours le président qu'on mérite.»



Mme Zosiane

«Le vote est important et plein d'émotions. Il nous faut un président qui a beaucoup d'humilité.»



René Vauleon

«C'est l'un des tout-premiers votes français où on a un vide politique. C'est très décevant. On va voter utile probablement, mais c'est dommage pour la France et pour l'Europe. Nous avons besoin d'un président économique et proche du peuple.»



Laurent

«Nous attendons du nouveau chef d'Etat d'être proche des citoyens. Nous souhaitons aussi qu'il ramène la France à un haut niveau de sécurité. En plus, avoir une bonne équipe et remettre tout le monde au travail.»



Mme Diawara A. Condé

«Il faudrait que le nouveau président apporte le changement. Nous attendons de lui une amélioration des conditions de vie des citoyens français.»

Le basketball guinéen en deuil Elhadj Malick Diagne n'est plus !



Orfèvre de profession, Elhadj Malick Diagne, N'ta Alaye pour les intimes, est un ancien joueur international de basketball né en 1928 au Sénégal. Il a répondu à l'appel de Dieu le vendredi 21 avril 2017 à Conakry. Dans les années 70, les annales de l'histoire sportive guinéenne retiennent de N'ta Alaye un indomptable conquérant du panier auquel le pays tout entier doit l'ossature de sa toute première équipe nationale de basketball féminin baptisée *Les Amazones* dont il est premier coach. Avec sa disparition, c'est une page héroïque du basketball guinéen qui se ferme à jamais. Le directeur et les membres de la rédaction du journal *Le Populaire* présentent leurs condoléances à la famille éplorée. ■

DÉCÈS L'ANCIEN MINISTRE OUSMANE CAMARA "AMÉRICAIN" Les condoléances du président Antonio Souaré

Depuis le bord du Nil où il séjourne dans le cadre d'une mission de travail en sa double qualité de président du Horoya Athletic Club et de membre de la Commission Interclubs de la CAF, le PDG du Groupe Business Marketing (GBM), Antonio Souaré, a tenu à exprimer immédiatement sa profonde tristesse dès l'annonce du décès de celui qui était pour lui un proche frère et ami. C'est avec une profonde affliction que je viens d'apprendre, ici au Caire, le décès brutal de mon ami et frère, Ousmane Camara "Américain", ancien ministre, ancien Gouverneur de Conakry et ancien député à l'Assemblée nationale. Face à cette terrible nouvelle, ma tristesse est si grande et ma compassion si profonde que, peu avant de quitter Conakry le lundi 24 avril, lui et moi avons eu une communication téléphonique empreinte de sentiments réciproques et nous devrions nous revoir pour nous entretenir le 2 mai prochain. Hélas ! L'insondable, le TOUT PUISSANT ALLAH en a décidé autrement et a



accompli Sa volonté. LOUANGE AALLAH.

Des décennies durant, notre regretté Ousmane Camara a été pour moi un véritable proche, un ami loyal mais surtout sincère de tous les moments même des plus difficiles. Les Guinéens retiendront de lui, un vrai commis du service public attaché aux vertus du travail bien fait et engagé pour ses convictions. En cette circonstance douloureuse, j'ai une pensée très émue pour son épouse, ma soeur Mme Camara Hadja Oumou Sy, membre de la Fédération guinéenne de football.

A elle, aux enfants, aux parents et connaissances, j'exprime les condoléances les plus émues de l'ensemble de mon Groupe et du monde du Football guinéen.

Ces condoléances s'adressent également à l'ensemble des cadres et agents du ministère de la Sécurité ainsi qu'à tous les amis du défunt.

VEUILLE ALLAH, NOTRE CRÉATEUR, LE TRÈS MISÉRICORDIEUX, l'accueillir dans Son éternel paradis. Amen.

Antonio Souaré
PDG du GBM
Président de la Féguifoot

Sagesse

■ Le goutte-à-goutte devient jet d'eau. (...) Ce qui échappe de la bouche est pire que ce qui échappe du derrière. (...) La parenté du jour (amitié) surpasse la parenté de la nuit (amour).
Proverbes jóola de Casamance (1998)

■ Le taureau des gens de ton village est le petit poisson d'un village étranger.
(Peul, Guinée Bissau)

PROFESSIONNALISATION DANS LA PASSATION DES MARCHÉS : Setym international offre des bourses de formation à 2 cadres



Fanta Mady Diarra et Bangaly Touré, bénéficiaires des 2 bourses de formation, sont présentés ici par le PDG de Setym international, Larbi Bennouna. Photo: Mady Bangoura.

Le développement harmonieux d'un pays passe nécessairement par un changement de comportement afin que les uns et les autres puissent prospérer.

C'est partant de ce constat qu'il a été initié mardi 25 avril une conférence-débat sur le thème "Professionalisation en passation des marchés" organisée par **Setym international**, une société canadienne spécialiste du renforcement des capacités et des interventions d'appui technique en gestion de projet, management, organisation, passation des marchés, gouvernance et développement durable, entre autres.

La rencontre a eu pour cadre l'hôtel Noom à Conakry et a connu la participation de plusieurs cadres venus des secteurs public et privé, ainsi que d'institutions locales et internationales.

A travers une vidéo corporative, le PDG de **Setym international**, **Larbi Bennouna**, a tenu en haleine les participants qui ont été éduqués sur certaines notions ayant trait au thème du jour. Surtout avec cette étape des questions-réponses qui s'en est suivie.

Le nouveau cadre de passation des marchés institué par la Banque mondiale a longuement été épluché par **Larbi**

Bennouna à la grande satisfaction des participants.

En décembre 2016, un atelier de formation axé sur le suivi-évaluation a été organisé par le ministère des Postes, de la télécommunication et de l'économie numérique à l'attention de ses cadres. Une formation facilitée par Setym international.

Ce jeudi donc, les participants à cette formation ont eu droit à leurs attestations. Puis, l'on a procédé à un tirage au sort à l'issue duquel deux lauréats se sont illustrés. Ce sont : **Bangaly Touré et Fanta Mady Diarra**. Ces heureux lauréats doivent prendre part à une formation dans l'un des 6 pays -de leur convenance- où sont établis les centres de Setym international, dont le Maroc, le Canada et les Etats-Unis. Ce, aux frais de l'organisme.

«C'était un prix pour motiver les gens à participer à cet événement. L'objectif, c'était juste un prix de participation qui donne aux lauréats une expérience d'aller suivre des formations dans un de nos centres à travers le monde», a justifié **Larbi Bennouna**.

Dans ses 6 centres de formation, Setym reçoit des participants de différents projets de développement, dont des institutions de la Guinée. Ce sont

les hauts cadres et autres responsables travaillant dans les projets de développement financés par les bailleurs de fonds, tels que la Banque mondiale, la Banque africaine de développement ou sur fonds propres. Cependant, sur 370 accrédités à travers l'Afrique, il n'y a qu'un seul guinéen: **Mohamed Diallo**. Alors que le Sénégal est largement devant avec plus de 300 accrédités. Une situation qui amène le PDG à interpeller: « Il faut un leadership dans ce domaine. Il faut pousser pour qu'il y ait plus de personnes accréditées. Donc, ça veut dire qu'il y a un chantier important à mettre en place », a-t-il déclaré.

Fort de ses 30 ans d'expérience, **Setym international** a formé plus de **16 000 personnes à travers le monde**, avec des commentaires positifs et des actions positives autant pour leurs institutions que dans leurs carrières professionnelles respectives.

Les attentes de M. Bennouna de ces deux lauréats guinéens sont qu'ils puissent participer valablement aux cours et être parmi ses meilleurs ambassadeurs.

Par Mady Bangoura



Guinée Site

Votre site d'informations sur la Guinée Conakry

Consulter www.guineesite.com

un site d'informations générales sur la Guinée, spécialisé dans la publication des appels d'offres et des offres emplois.

CAPITALE MONDIALE DU LIVRE

Conakry entre de plain-pied dans son mandat

La capitale guinéenne, Conakry, a été désignée par l'Unesco pour abriter le plus grand événement culturel jamais organisé dans un pays francophone de l'Afrique. Ce, pour un mandat d'un an partant du 23 avril 2017 au 22 avril 2018. Un mandat que le pays d'Alpha Condé a entamé ce dimanche à la Bluezone de Kaloum. C'était en présence du chef de l'Etat, des représentants des missions diplomatiques et consulaires accréditées en Guinée, des ministres de la Culture de plusieurs pays africains, ainsi que de nombreux invités de marque. Durant 365 jours donc, Conakry va vibrer au rythme des colloques, des conférences-débats, des rencontres littéraires et d'échanges professionnels. Aussi, des coins de lecture seront érigés à maints endroits de la capitale, et plusieurs autres activités sont prévues. L'événement d'utilité publique est à mettre à l'actif du directeur général de la maison d'éditions *L'Harmattan Guinée*, **Sansy Kaba Diakité**, par ailleurs commissaire général de Conakry, capitale mondiale du livre.

Par Mady Bangoura



Conakry, capitale mondiale du livre, du 23 avril 2017 au 22 avril 2018.

Alerte santé

Le vaccin vanté contre Ebola suscite des questions !

L'épidémie mortelle d'Ebola qui a sévi en Afrique de l'ouest, notamment en Guinée, il y a deux ans, la pire de l'histoire sanitaire, a conduit à un vaccin qui semblerait arrêter la prochaine épidémie d'Ebola sur ses traces. En décembre, les médecins de l'Organisation mondiale de la santé, Médecins sans frontières et d'autres groupes ont rapporté dans la revue médicale britannique *The Lancet* qu'un vaccin de *Merck & Co.* et *NewLink Genetics Corp* testé lors de l'épidémie, s'est avéré 100% efficace pour prévenir les personnes contre la fièvre hémorragique une fois que la protection du vaccin a donné un coup de pied. Maintenant, il y a des questions à propos de cette affirmation. Un panel de scientifiques de la prestigieuse **académie nationale de médecine des États-Unis** a contesté la méthodo-

logie de cet essai de 4.160 patients en Guinée. Ils concluent que le vaccin « offre probablement une certaine protection aux bénéficiaires », mais cette protection « pourrait en réalité être assez faible ». *Merck* et *NewLink* n'a pas immédiatement commenté la découverte. Dans une autre épidémie d'Ebola, un vaccin avec une utilité modeste peut encore prévenir les décès, mais ne peut pas fournir un pare-feu. Le dernier foyer de l'épidémie d'Ebola a enregistré 28.616 cas, et a entraîné plus de 11.300 décès... L'Académie nationale est une organisation à but non lucratif privée qui constitue un groupe consultatif auprès du gouvernement américain. L'étude sur Ebola a été parrainée par l'Institut national de la santé, la *Food and Drug Administration* et le Département américain de

la Santé et des Services sociaux. Le processus de vaccination en Guinée était un compromis. Au lieu de randomiser les personnes, il a randomisé des groupes de personnes qui avaient eu un contact avec une personne infectée. Les chercheurs ont identifié un anneau de contacts humains dans la région où Ebola a éclaté. Au premier cycle, les villageois devaient être vaccinés tout de suite. Le prochain cycle de contacts, ou *cluster*, a reçu une vacance différée après 21 jours, la période de temps externe pour que quelqu'un montre les symptômes d'Ebola. Cette randomisation a été étendue sur plusieurs de zones de la Guinée. L'estimation d'un vaccin prendrait 10 jours pour être efficace. Les chercheurs ont compté des cas d'Ebola qui ont éclaté 10 jours ou plus après le premier cas. Dans cette analyse, il n'y avait pas de nouveaux cas d'Ebola dans les grappes de vaccination immédiate et 16 dans des grappes retardées. Par conséquent, la déclaration de 100%. Mais l'équipe de l'Académie nationale a conclu que les différentes façons d'analyser les données conduisent à des estimations différentes de l'efficacité du vaccin. Une question confondante est qu'il existe des indications selon lesquelles l'exposition à la maladie varie d'une ville à l'autre. « La faible proportion de grappes dans lesquelles des cas d'Ebola ont été signalés soulève une préoccupation quant à la comparabilité des risques à travers les grappes », a déclaré l'équipe de chercheurs. ■

SECTEUR DU CINÉMA

L'Egypte et la Guinée vont continuer la coopération

Il n'est jamais assez aberrant d'écrire que le 7e art guinéen bat de l'aile pour son épanouissement. Or, sous la première République, le cinéma guinéen a rayonné de mille et un feux. C'est pour reconquérir cette place que la directrice générale de l'**Office national du cinéma, de la photo et de la vidéo de Guinée** a reçu une importante délégation du ministère égyptien de la Culture vendredi 21 avril 2017. Une visite deuxième du genre en l'espace de 24H après celle de l'ambassadeur de la République arabe d'Egypte. La délégation était conduite par le **Dr Ayman Abdelhedi**, président de l'autorité publique du livre, avec à ses côtés le **Dr Haissam Elhadj Ali**, chargé des relations au ministère égyptien de la Culture et **M. Mohamed Reda**, chargé des affaires à l'ambassade d'Egypte en Guinée. Venus en Guinée dans le cadre de l'événement Conakry, capitale mondiale du livre, ces émissaires ont profité pour rendre une visite à l'Office en charge du cinéma en Guinée et jeter un coup d'œil sur le travail des cinéastes guinéens.

Au terme d'une visite guidée des locaux, ils ont réitéré la poursuite de la coopération entre l'Egypte et la Guinée. Ce, dans tous les secteurs de la culture, avec une empreinte toute particulière sur le cinéma. « On va travailler ensemble, discuter au sujet de ce que l'Egypte peut offrir à la Guinée. Nous attendons les propositions qui nous seront faites par les guinéens. Et, on va en discuter au sein du ministère de la Culture égyptien », a indiqué **Dr Ayman Abdelhedi** qui s'est dit très marqué par la chaleureuse réception à lui réservée par les guinéens. La visite du musée du cinéma guinéen est l'étape qui a le plus marqué les égyptiens. Là, ils ont vu des appareils qui ont fait l'histoire du cinéma guinéen mais qui, à l'heure du numérique, ne peuvent être utilisés. Une opportunité que la directrice de l'Onacig a saisie pour formuler des vœux à l'endroit du partenaire égyptien, notamment à travers un appui technique et l'octroi des bourses de formation aux acteurs du cinéma guinéen.

Par Mady Bangoura



L'Académie nationale a conclu que les différentes façons d'analyser les données conduisent à des estimations différentes de l'efficacité du vaccin. Photo: DR.

le populaire

Suivez le journal qui vous ressemble sur [Facebook](#)



cliquez pour entrer dans le réseau
[Facebook.com/Le-populaire-conakry](https://www.facebook.com/Le-populaire-conakry)



CINQ FINALISTES SELECTIONNES POUR LE PRIX AURORA FOR AWAKENING HUMANITY EN RECONNAISSANCE DE LEUR ACTE INSPIRANTS DE COMPASSION

Le (ou la) lauréat(e) du Prix Aurora recevra un prix de 1 000 000 dollars pour développer le travail humanitaire.

24 AVRIL 2017— EREVAN—Le Comité de sélection du Prix Aurora for Awakening Humanity a annoncé aujourd'hui le nom des cinq finalistes de son édition 2017 qui ont été choisis pour leur impact exceptionnel, leur courage et leur engagement à préserver la vie humaine et à favoriser les causes humanitaires. Il s'agit de :

- **Mme Fartuun Adan et Mme Ilwad Elman, fondatrices du centre Elman pour la paix et les droits de l'Homme, Somalie** – Mère et fille sont inébranlables dans leur mission de protection des droits de l'Homme, des droits des femmes et de contribuer à la consolidation de la paix, du développement, ainsi que de la réhabilitation des enfants soldats dans des conditions d'insécurité et un environnement dangereux.
- **Mme. Jamila Afghani, présidente de l'Organisation Noor pour l'éducation et le développement des capacités.** – Cette victime de la polio a reçu accidentellement le don de la lecture, consacrant sa vie à la lecture et à l'éducation des filles et des femmes, tout en sollicitant l'aide des dirigeants spirituels musulmans dans leur mission.
- **Dr. Tom Catena, chirurgien à l'Hôpital Mother of Mercy, dans les monts Nuba au Soudan.** Ce missionnaire catholique et docteur est depuis près d'une décennie le seul médecin permanent à soigner le demi-million de personnes de cette région éloignée et dévastée par la guerre, réalisant chaque année plus de 1 000 opérations.
- **Mr. Muhammad Darwish, docteur en médecine à l'Hôpital campagne de Madaya, Syrie.** Cet étudiant en chirurgie dentaire est retourné dans sa ville natale et a endossé toutes les responsabilités d'un médecin, à commencer par les procédures médicales, offrant des soins et suivant de façon méticuleuse chacun des patients, parmi eux beaucoup d'enfants affectés par la violence persistante. Il est parvenu ainsi à attirer l'attention internationale sur cette localité assiégée.
- **Dr. Denis Mukwege, chirurgien gynécologue et fondateur de l'Hôpital Panzi, République démocratique du Congo.** Cet obstétricien devenu chirurgien gynécologue a apporté un soutien physique et juridique à plus de 50 000 survivantes de violences sexuelles dans un pays déchiré par la guerre, tout en œuvrant sans relâche à traduire les responsables en justice.



2017 #AuroraPrize FINALISTS



Les finalistes seront honorés au cours de la cérémonie de remise du Prix Aurora qui se tiendra à Erevan, en Arménie, le 28 mai 2017 au cours de laquelle un(e) parmi eux sera désigné lauréat(e) du Prix Aurora 2017. Le (ou la) lauréat(e) du Prix Aurora recevra une subvention de 100 000 dollars en soutien à la poursuite de son travail ainsi qu'un Prix d'1 million de dollars destiné à soutenir les organisations qui l'ont inspiré dans son œuvre ; ce qui lui donnera l'opportunité unique de poursuivre le cycle de dons.

Le Comité de Sélection est coprésidé par l'acteur oscarisé et humanitaire George Clooney, il compte parmi ses membres les Prix Nobel Oscar Arias, Shirin Ebadi et Leymah Gbowee ; l'ancienne présidente de la République d'Irlande Mary Robinson, la militante des droits de l'Homme Hina Jilani, l'ancien ministre australien des Affaires étrangères et président émérite de l'International Crisis Group Gareth Evans, ainsi que l'ancien président du Mexique Ernesto Zedillo. Le Comité a retenu une liste de cinq finalistes sur la base de 550 candidatures portant sur 254 personnes déposées par le grand public en provenance de 66 pays et en 13 langues.

S'exprimant au nom du Comité de Sélection du Prix Aurora, Vartan Gregorian, membre du Comité, président de la Fondation Carnegie de New York et cofondateur de l'Initiative Humanitaire Aurora, a dit : « le grand nombre de réponses à l'appel à candidatures est une reconnaissance de notre humanité en partage. La géographie et les circonstances diffèrent d'un candidat à un autre, mais ce sont leurs similarités qui les unissent tous. Les êtres humains risquent leur propre bien-être et leur sécurité afin de sauver ce qui ont un besoin d'aide urgent. La mission d'Aurora est de soutenir ces sauveurs. Nous croyons que ceux qui sont sauvés continueront à leur tour le cycle de reconnaissance et de don.

Marguerite Barankitse de Maison Shalom et de l'Hôpital REMA au Burundi a été

nominée première lauréate du Prix Aurora le 24 avril 2016 à Erevan en Arménie. Suite à l'horrible expérience qui fut la sienne, forcée d'assister à l'exécution de 72 de ses voisins hutus qu'elle avait tenté se cacher pour les protéger des persécutions, Mme Barankitse, elle-même tutsi, a au cours des vingt dernières années offert un refuge pour les orphelins et les réfugiés victimes d'abus et des violences qui ont eu cours durant la guerre civile dans son pays. A ce jour, elle est parvenue à sauver près de 30 000 enfants et l'hôpital qu'elle a fondé en 2008 a soigné près de 80 000 patients à ce jour.

« Les enfants du Brésil à l'Ethiopie en passant par les réfugiés burundais au Rwanda ont retrouvé le sourire aujourd'hui car ils savent qu'ils reçoivent de l'amour, l'éducation et une aide à tous ce dont ils ont besoin, grâce à la générosité du Prix Aurora 2016 », a dit Barankitse. Le puissant travail des finalistes 2017 est vraiment formidable. Ces individus incarnent l'esprit de reconnaissance en action en gardant l'espoir vivant pour tant de nos frères et de nos sœurs à travers le monde. Leur travail est destiné à libérer le potentiel humain pour l'amour. »

Le Prix Aurora for Awakening Humanity a été fondé en 2015 par l'Initiative Humanitaire Aurora au nom des survivants du génocide des Arméniens et en gratitude envers leurs sauveurs. Le Prix Aurora honorerait chaque année un (ou une) lauréat (e) jusqu'en 2023, en mémoire des huit années durant lesquelles s'est déroulé le génocide des Arméniens (1915-1923)

Notes aux rédacteurs

Les finalistes du Prix Aurora 2017

Mme. Fartuun Adan et Mme. Ilwad Elman

Fartuun Adan est la directrice générale du Centre Elman pour la Paix et les Droits de l'Homme (EPHRC), une ONG basée à Mogadiscio, en Somalie. En 1996, des seigneurs de guerre somaliens ont assassiné son mari en raison de ses

efforts pour la paix. Depuis lors, Mme Adan a défendu les droits de l'Homme, la consolidation de la paix, le développement et la réhabilitation des enfants soldats en Somalie, la plupart se trouvant dans des conditions précaires et en danger.

En 2010, Mme Adan a lancé le programme Sister Somalia pour soutenir les victimes de violences sexistes qui avaient survécu aux viols et / ou échappé aux mariages forcés. Elle a mis en place la première permanence téléphonique de lutte contre la violence sexuelle et le premier centre de crise pour les viols à Mogadiscio en Somalie en 2011.

A ce jour, le centre a proposé ses services à plus de 400 femmes et filles somaliennes, offrant conseils et soin médicaux, levant des fonds de démarrage d'entreprises, des formations aux compétences entrepreneuriales et une réinstallation en lieu sûr.

Mme Adan, sa fille de 27 ans, Ilwad Eman est la partenaire de sa mère dans son travail au sein de l'EPHRC. Elle a reçu le Prix International de la femme de courage (International Women of Courage Award) décerné par le département d'Etat américain en plus d'un prix de la part du gouvernement allemand pour son travail au Centre Elman pour la Paix et le Droits de l'Homme. En 2015, Mme Adan et Mme Elman ont reçu Prix Gleitsman International Activist de l'Université Harvard.

Mme Jamila Afghani

Jamila Afghani est la fondatrice de l'Organisation Noor pour l'Éducation et les capacités de développement (Noor Educational and Capacity Development Organization). Elle travaille avec les familles pour qu'elles acceptent de scolariser les filles en zones rurales et s'engage avec des milliers d'imams à ce que leurs sermons abordent l'importance d'éduquer les femmes et les droits des femmes, en défendant leurs droits en conformité avec le droit international et islamique.

Mme Afghani a travaillé dans le domaine de l'éducation depuis son diplôme, au service des jeunes afghans dans les camps de réfugiés à Peshawar. Ses projets sociaux et économiques pour l'autonomisation des femmes, des jeunes et des enfants sont appliqués dans 18 provinces d'Afghanistan. Elle a reçu le «Prix religieux du pacificateur» («Religious Peacemaker Award») du Centre Tanenbaum pour la compréhension interreligieuse ainsi que de nombreux prix nationaux et internationaux.

Dr. Tom Catena

Depuis 2007, le Dr Tom Catena, un missionnaire catholique originaire d'Amsterdam dans l'Etat de New York, est le seul médecin basé en permanence dans les Monts Nuba au Soudan ravagés par la guerre et qui dont la population s'élève à plus d'un demi-million de personnes. Le Dr Catena traite habituellement jusqu'à 400 patients par jour et est en mobilisé 24 heures sur 24, sept jours sur sept. Certains patients parcourent sept jours de marche pour bénéficier de ses soins.

Ils viennent à l'hôpital en raison de blessures causées par bombardements, et des maux variant entre fractures osseuses, malnutrition et paludisme. Souffrant de moyens limités, le Dr Catena utilise parfois des traitements vieux de plusieurs décennies et n'a souvent pas d'électricité ni d'eau courante à sa disposition. Selon ses estimations, il effectue plus d'un millier d'opérations par an. Le Dr Catena était un des finalistes du prix Aurora en 2016 et est mondialement considéré comme un professionnel médical et une figure humanitaire.

Mr. Muhammad Darwish

Muhammad Darwish est un dentiste de 26 ans originaire de la ville assiégée de Madaya en Syrie. Alors que de nombreux médecins en Syrie ont fui les violences et les attaques systématiques contre les hôpitaux et le personnel médical, Darwish a choisi de retourner à Madaya. Il est l'un des trois médecins demeurés sur place et qui dessert une population de plus de 40 000 personnes. Darwish a été ciblé et menacé par les forces du gouvernement syrien à plusieurs reprises en raison de son travail humanitaire. En informant méticuleusement les conditions de ses patients, dont beaucoup sont des enfants, Darwish a attiré l'attention internationale sur les conditions de Madaya.

Dr. Denis Mukwege

Le docteur Denis Mukwege a fondé l'hôpital Panzi en 1999 en réponse à la guerre dévastatrice qui sévit dans les provinces orientales de la République démocratique du Congo d'où il est originaire. Depuis 1999, le Dr Mukwege et son personnel ont aidé à soigner plus de 50 000 survivants de violence sexuelle. En plus de traiter les blessures physiques des survivants, l'hôpital fournit des services juridiques et psychosociaux à ses patients. Le Dr Mukwege n'a pas eu peur dans ses efforts de raffermir la protection des femmes et d'œuvrer à la poursuite des responsables des violences sexuelles afin qu'ils soient traduits en justice, y compris le gouvernement congolais et les groupes de milices qui harcèlent l'est de la RDC. Le Dr Mukwege a reçu de nombreux prix et distinctions dont le Prix Sakharov 2014. Il a été nommé l'un des Top 50 Leaders plus influents du monde par le magazine Fortune (2016), nommé cinq fois pour le prix Nobel de la paix et a reçu un doctorat honorifique de l'Université de Harvard.

Organisations nominées en 2017

Chaque finaliste a été invité à désigner jusqu'à trois organisations pour recevoir le Prix d'1 million de dollars.

MmeFartuun Adan etMmellwad Elman

- Centre Elman pour la Paix et les Droits de l'Homme, Somalie
- Centre Vive Zene, Center pour la thérapie et la réhabilitation, Bosnie-Herzégovine
- Fondation Panzi, États-Unis et RDC

Mme Jamila Afghani

- Initiative des femmes musulmanes pour la spiritualité et l'égalité (WISE), États-Unis
- Centre Tanenbaum pour la compréhension interreligieuse, États-Unis
- Réseau Karama Network pour la défense des droits de l'Homme (KNAHR), Afghanistan

Dr. Tom Catena

- African Mission Healthcare Foundation (AMHF), USA
- Catholic Medical Mission Board (CMMB), USA (
- Aktion Canchanabury, Germany

Mr. Muhammad Darwish

- Médecins Sans Frontières (MSF), Suisse

Dr. Denis Mukwege, Panzi Foundation in USA and DRC

- Yennenga Progress (Suède)
- L'Association des Victimes, Parents et Amies du 28 Septembre 2009 (AVIPA), Guinée

A propos du Prix Aurora for Awakening Humanity

Au nom des survivants du génocide des Arméniens et en témoignage de reconnaissance envers leurs sauveurs, un lauréat du Prix Aurora sera honoré chaque année entre 2015 et 2023 (en mémoire de la période de huit années pendant laquelle s'est déroulée le génocide arménien entre 1915 et 1923) d'une subvention de 100 000 dollars. Il ou elle aura l'opportunité unique de prolonger le cycle du don en proposant des organisations ayant inspiré son action pour un prix d'un million de dollars US. Les récipiendaires seront distingués en raison de l'impact exceptionnel de leurs actions en termes de protection de la vie humaine et de progrès des causes humanitaires.

Le Comité de Sélection du Prix Aurora comprend les Prix Nobel Oscar Arias, Shirin Ebadi et Leymah Gbowee; l'ancienne présidente de la République d'Irlande Mary Robinson; la militante des droits de l'homme Hina Jilani; l'ancien ministre australien des Affaires étrangères et président émérite de l'International Crisis Group Gareth Evans; l'ancien président du Mexique, Ernesto Zedillo; le président de la Carnegie Corporation de New York Vartan Gregorian; et l'acteur oscarisé et humanitaire George Clooney.

Au sujet de l'Initiative Humanitaire Aurora

Créée au nom des survivants du génocide des Arméniens et en gratitude envers leurs sauveurs, l'Initiative Humanitaire Aurora cherche à mettre en valeur les sauveurs des temps modernes qui font don de la vie et de l'espoir à ceux qui ont un besoin urgent d'une aide humanitaire élémentaire. Ces mêmes sauveurs poursuivent le cycle de donation au plan international. L'Initiative Humanitaire Aurora est la gratitude en action. Elle est engagée pour huit ans (de 2015 à 2023 en mémoire des huit années correspondant au déroulement du génocide arménien de 1915 à 1923) afin de soutenir et promouvoir des projets qui répondent aux besoins des personnes les plus démunies et en détresse et qui le font en prenant de grands risques. Tout cela est réalisé à travers divers programmes de l'Initiative : le Prix Aurora for Awakening Humanity, les Dialogues Aurora, l'Index Humanitaire Aurora et l'Initiative 100 LIVES. L'Initiative Humanitaire Aurora est le fruit de la vision des philanthropes [Vartan Gregorian](#), [Noubar Afeyan](#) et [Ruben Vardanyan](#) qui pour cette seconde année ont déjà été rejoints par plusieurs dizaines de donateurs et de partenaires. L'Initiative accueille tous ceux qui s'engagent envers notre humanité commune. L'Initiative Humanitaire Aurora est représentée par trois organisations - Aurora Humanitarian Initiative Foundation, Inc. (New York, USA), la 100 Lives Foundation (Genève, Suisse) et la [Fondation IDeA](#) (Erevan, Arménie).

Pour d'informations ici :
www.auroraprize.com.

Campagne de vaccination contre la rougeole Après Conakry, cap sur Coyah ...

Des cas de rougeole sont signalés à maints endroits du pays. C'est pourquoi les autorités ont institué la campagne de vaccination contre cette maladie hautement contagieuse. Après l'étape de Conakry, cette campagne a été lancée lundi 24 avril 2017 à Coyah. Outre les autorités locales, la rencontre a mobilisé les partenaires au développement, ainsi que le directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, le **Dr Sakoba Keita**. Dans son discours de circonstance, le président de la délégation spéciale de Coyah, **Mamadouba Coyah Bangoura**, après avoir souhaité la bienvenue aux illustres hôtes, a exhorté aux populations à soumettre leurs enfants respectifs à cette épreuve de vaccination afin, dit-il, de faire de Coyah une ville pilote dans la réussite de l'opération. Pour sa part, le directeur préfectoral de la Santé de Coyah, **Dr Ousmane Yattara**, a exprimé toute sa joie pour le choix

porté sur son district sanitaire, et s'est engagé à tout mettre en œuvre pour la réussite de la campagne. Aux yeux du préfet, **Dr Ibrahima Barboza Soumah**, cette campagne revêt une importance incommensurable, en ce sens qu'elle permet de sauver d'innombrables vies. C'est pourquoi il a responsabilisé les parents et les agents vaccinateurs quant à une meilleure collaboration en vue d'une totale réussite de la campagne. « *La vaccination est un droit pour les enfants et un devoir pour les parents et agents vaccinateurs* ». C'est par ces mots que **Dr Bachir Kanté**, le représentant du ministre a déclaré lancée ladite campagne qui prend fin ce 1er mai. Elle est totalement gratuite et concerne tous les enfants de 6 à 59 mois, tel que soit leur statut vaccinal.

Par Mady Bangoura



Samedi 22 avril 2017 à l'installation des conseillers du Kountigui. Malick Sankhon pose avec Elhadj Sèkhouna. Photo: Mady B.

Elhadj Sèkhouna répond à ses détracteurs Moi, Kountigui, divisionniste ?

« **P**opulation de la Guinée maritime, Monsieur le Premier ministre, Messieurs les membres du gouvernement, Messieurs les cadres et autres érudits, femmes et hommes, je vous adresse mes plus religieuses salutations. Aujourd'hui, s'ouvre une autre page de notre histoire, comme cela a été le cas les 12, 13 et 14 mai 2016 à Kindia, capitale de la Basse Guinée. Aujourd'hui, c'est un autre honneur. Le jour où je parlais à Kindia, la Basse Guinée se subdivisait en deux fa-milles». C'est par ces mots que le kountigui de la Guinée Maritime a entamé son discours samedi 22 avril 2017 à l'occasion de l'ameublement de sa cour qui compte 23 satingui ou conseillers. «*Mais aujourd'hui*, a poursuivi Elhadj Sèkhouna Soumah, *la rencontre de Dubréka avec la déclaration des notables de Boké, Kindia, Forécariah, Coyah, Boffa, Fria, Dubréka, Téli-mélé et les 5 communes de Conakry, nous a satisfaits. Nous avons compris que les côtiers veulent que leur région aille de l'avant. Que Dieu vous aide !*»

La réponse du berger à la bergère

Accusé de rouler pour le pouvoir du président Alpha Condé, le Patriarche a tenté autant qu'il peut à se dédouaner.

« Je vais vous dire une chose : pour moi, toute la Basse Guinée est égale, toute la Guinée l'est également. Ce sont seulement des gens qui parlent pour vider leur ventre de ce qu'ils veulent dire. Moi, depuis ma naissance, je n'œuvre que pour l'édification de cette Guinée. J'ai grandi sous les pieds du général Facinet Touré. Je ne vais pas déstabiliser cette terre, parce qu'un natif d'un endroit ne le détruit pas. C'est celui qui n'est pas natif d'un endroit qui peut le déstabiliser. Je vais vous dire encore, tous se valent pour moi. Je vais vous dire également que je ne suis pas dans la politique. Je ne suis pas un politicien. Qu'ils arrêtent de vous mentir que je suis politicien ! Ce sont eux qui mentent», s'est défendu **Elhadj Sèkhouna Soumah** tout en mettant au défi quiconque lui prouverait un acte politique par lui posé. « Depuis que j'ai été investi patriarche, dans quelle partie de la politique j'ai inté-gré ? Que quelqu'un me prouve un acte politique que j'ai posé au nom d'un quel-conque parti. Moi, je connais mon devoir. Si l'homme ignore son devoir, il se mettra à raconter du n'importe quoi. Moi, la responsabilité qu'on me donne, c'est la Basse Guinée qui me la confère ». Une sortie qui devrait taire toutes les soupçons sur sa légitimité de patriarche de la Basse côte.

Par Mady Bangoura

HUMANITAIRE La fondation ActND offre des kits scolaires à une école élémentaire de Kouroussa

La fondation **ActND** est à la fois un organisme à but non lucratif et une structure très dynamique dans le domaine de la promotion de l'enseignement en Guinée. Fidèle à cette vocation, elle a procédé samedi 22 avril 2017 à la remise d'un important lot de kits scolaires aux autorités éducatives de l'école primaire **Camara Laye de Kouroussa**.

Le don est composé de **1 578 cahiers**, de **759 stylos à bic** et de **759 crayons** destinés aux élèves de cette école élémentaire.

A travers cet acte de générosité, les donateurs entendent accompagner le gouvernement et œuvrer à la reconquête - par Kouroussa - de son ancienne réputation de « *Ville des intellectuels* ».

Une œuvre de charité qui intervient à la suite d'une requête formulée par la délégation scolaire et de la direction préfectorale de l'Education de Kouroussa.

En procédant à la remise du précieux don, le représentant de la fondation, **M. Kerfala Kouyaté**, a promis de ne ména-



Peu avant la remise du don, les élèves de l'école primaire Camara Laye de Kouroussa font une photo de famille avec les représentants de la fondation. Photo: DR



Mory Kouyaté, président de la fondation. Photo: DR

ger aucun effort quant à l'écoute des autorités et de la population pour une assistance d'ordre scolaire.

Fondée le 22 juin 2011 par **M. Mory Kouyaté**, la fondation **ActND** se fixe entre autres objectifs de soutenir les élèves, les étudiants, ainsi que leurs parents en Guinée.

A cet effet, elle rassemble et fournit des manuels et autres kits scolaires aux familles et concessions scolaires en vue de faciliter l'apprentissage.

Par **Mady Bangoura**

Boké la «rebelle», chasse gouverneur et préfet Le bilan funeste d'un malaise

Depuis lundi 24 avril 2017, la ville de Boké est le théâtre de violentes et meurtrières manifestations, causées par un mal profond. Samedi 29, les négociations de sortie de crise se poursuivaient à Kamsar où ont trouvé refuge le gouverneur et le préfet.



Le général Siba Lohalamou et le préfet Mohamed Lamine Doumbouya, indésirables à Boké. Photo: DR.

Les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre se sont soldés par un mort, plusieurs dizaines de blessés, ainsi que des biens publics et privés saccagés. Les protestataires excédés par le manque de courant électrique ont pris d'assaut toutes les rues de la ville pour demander le retour de la denrée tout en exigeant le départ des autorités de la haute administration locale.

L'ampleur des violences a astreint ces autorités à prendre la fuite pour se réfugier dans les localités environnantes. Le gouverneur de la région, le **général Siba Lohalamou** et le préfet **Mohamed Lamine Doumbouya** sont déclarés *persona non grata* par les jeunes surexcités pour manque de résultats probants, accusent-ils. Mais certaines indiscretions disent que le général gouverneur et le préfet «*ont trouvé refuge à Kamsar*».

La délégation gouvernementale conduite par le ministre des Mines s'est limitée elle aussi à Kamsar où une réunion était prévue dans la soirée du vendredi 28 avril avec les représentants de la jeunesse de Boké. Cette rencontre n'a pas eu lieu. Elle a été reportée au lendemain samedi 29 avril.

Bilan macabre, dégâts matériels innombrables

Les autorités sanitaires font état d'un mort et 29 blessés dont 9 par balles admis à l'hôpital. Alors que de sources sécuritaires nous confient que 45 gendarmes ont été blessés et plusieurs véhicules d'intervention calcinés lors des violences. Les logements de 5 gendarmes, dont le commandant de la gendarmerie, ont été vandalisés. Le siège de la Compagnie mobile de la gendarmerie pillé. Les vé-

hicules et les motos de service calcinés. A cela s'ajoutent la gare CBG de Khorira et le siège d'EDG qui ont aussi payé les frais de la colère des émeutiers. Le nouveau Palais de justice, le bloc administratif du gouvernement, de la préfecture et de la mairie dévastés. Les archives et 15 tricycles brûlés. La liste est longue. Boké n'en finit pas d'énumérer les cibles des violences.

L'indignation d'une plateforme

Le point-focal du projet la Baïonnette intelligente, **Boubacar Baïlo Bah** déplore que les forces de sécurité déployées à Boké pour le maintien d'ordre n'aient pas fait preuve d'économie de leurs forces et se soient illustrées dans des actes de vandalisme inouïs et peu dignes d'une unité censée assurer la sécurité des populations et de leurs biens en toutes circons-

tances. « *Nous avons donné raison aux jeunes de protester, c'est leur droit. Mais, nous avons condamné leurs actes. Parce que les édifices comme le siège de l'EDG, le nouveau Palais de justice, la Mairie, la Préfecture, la Place des martyrs ont été saccagés* ».

M. Bah est meurtri de constater que les forces de défense et de sécurité, au lieu d'apaiser les tensions, les ravivent plutôt. « *Les agents ont utilisé des balles réelles. Nous avons été témoins, nous avons vu, parce que nous étions cachés quelque part à la Direction préfectorale de l'éducation (DPE). On a failli nous prendre nous-mêmes. Nous avons entendu les militaires insulter et nous les avons vus gâter des biens, lancer des pierres. C'est dans ces conditions-là que le jeune Souleymane a été fusillé. Nous condamnons fermement l'usage des armes non conventionnelles parce qu'il*

s'agit de maintien d'ordre ».

Les émeutes n'ont pas épargné les engins de la Société minière de Boké (SMB) déployés sur la route Boke-Baralande en chantier. « *Je précise que cette route est éloignée du périmètre d'exploitation de la société en question. Les pertes sont estimées à des centaines de milliers de dollars* », relève un collaborateur de la société.

Interrogé sur ce qui se passe, le gouverneur de Conakry, arrivé en sapeur pompier, assimile ce qu'il a vu à Boké à une rébellion pure et dure (*lire aussi, page 3*). Trêve de commentaires ! Le malaise est général. Ses causes sont à diagnostiquer en vue de leur administrer de soins convenables pour que la citoyenneté reprenne droit de cité.

Par **Abdoul Malick Diallo**
Envoyé spécial



Plusieurs victimes se font soigner sur place ou hors de Boké. Photo: DR



CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

*L'assurance d'une vie bien protégée
La CNSS, l'institution qui garantit
les travailleurs et leurs familles*

Elle assure

Des indemnités de maternité et des prestations familiales
Des prestations en nature et en espèces, en cas d'accidents
du travail et maladies professionnelles
Des pensions de retraite de survivants et d'invalides
Des prestations de l'assurance maladie



Invitation à lire le quotidien en ligne

leCourrier
deConakry.com

L'information citoyenne
www.lecourrierdeconakry.com
Courriel: lecourrierdeconakry@gmail.com



MAJ-AFRIQUE INTERNATIONAL

Centre Panafricain de Conseil, d'études et de Renforcement des Compétences
Formation Continue – Conseil – Etudes – Accompagnement
Extenseur des Capacités-Leader de la formation sur-mesure



Siège Social : Croisement Bd Mohamed VI & Bd la Résistance – Quartier Gironde - 70 Rue Libourne,
Immeuble Résidence du Centre 4e étage Bureau N° 013_ 20000, Casablanca Mers Sultan-Maroc.

CONTACTS A CASABLANCA

Tel: +212 5 22 45 14 74_ Fax: +212 5 22 45 14 57/ GSM: +212 6 67 10 12 60 /+212 6 70 68 61 70
E-mail: contact@majafrique.com Site Web: www.majafrique.com

CONTACT A CONAKRY

Gsm : +224 622 30 46 84 / 669 37 24 48
Email : scama84@yahoo.fr



El Hadj SEKOU CAMARA
Directeur Délégué
GUINEE CONAKRY

Retrouvez en live toute l'actualité politique, sportive, culturelle et people
Guinéenne en photos et vidéos.

A retrouver sur Facebook et Twitter : conakrylemag

www.conakrylemag.com

contact@conakrylemag.com



ONAKRYLEMAG.com
ACTUALITÉS GUINÉE

**BAR ADMIRABLE
PLEIN AIR**

Un cadre idéal pour
les grandes retrouvailles

**Chez Tonton
Dacky**

Rendez-vous à
Kissita
GBESSIA CITÉ DE L'AIR
SUR LA T2 AÉROPORT - CHÂTEAU D'EAU
TÉL.: 622 98 78 36

Bar de 50 places
Terrasse couverte pour votre confort
Plein air de 150 places pour non-fumeurs

**ACTU
CONAKRY**

LA RÉFÉRENCE DE L'ACTUALITÉ GUINÉENNE SUR LE WEB



L'information guinéenne, c'est sur
www.actuconakry.com
Tel: +224 622 56 56 67
+224 657 36 36 26
E-mail : actuconakry@gmail.com

Fotoba L'île au trésor se meurt



Drapeaux britannique, guinéen et français sur le site de l'ancien camp coleyah, pour commémorer le 113^e anniversaire de la cession de l'archipel à la France.

Dans le souci de faire des vestiges historiques des îles de Loos une attraction touristique, le projet Fotoba en partenariat avec l'Union pour le développement des îles de Loos (UDIL) a organisé samedi 22 avril 2017, la commémoration du 113^e anniversaire de la cession de l'archipel par l'Angleterre à la France. La cérémonie s'est déroulée dans l'archipel de Fotoba en présence des membres du gouvernement, des représentations diplomatiques et consulaires et des autorités locales.



Le sous-préfet de l'île de Kassa, Lansana K. Camara.

Fotoba, un des districts de la sous-préfecture de l'île de Kassa, est doté de potentialités touristiques diverses résultant du contraste naturel et de l'impact de l'homme dans le temps. Cette île a servi de rempart aux colonisateurs qui ont trouvé là une zone stratégique.

Les portugais ont été les premiers colons à l'occuper au début du 19^e siècle. Ensuite, les anglais sont venus et y sont restés jusqu'au début 20^e siècle.

Pour asseoir leur suprématie sur les autochtones, ils ont fait venir le tout-premier chef de canton de Boffa, **Spio Oconor** qui a servi dans l'armée britannique. Son statut et sa maîtrise de l'anglais lui ont valu d'être un interlocuteur incontournable entre l'étranger et l'indigène.

L'implantation française

Le 8 avril 1904, la Grande Bretagne a cédé les îles de Loos à la France en contrepartie des Terres neuves au Canada. Une convention de cession a été signée à cet effet. Pour symboliser l'événement, les drapeaux de deux puissances ont été hissés.

Le péril du Waliou de Gomba

Connu sous le nom de Waliou de Gomba, Thierno Aliou Ndiaye né vers 1832, originaire de Dalaba en provenance du Mali, s'est établi à Kolentin à Kindia. Opposé à la domination coloniale, il fut arrêté le 11 juillet 1911 et jugé en septembre à Camayenne. Près d'une centaine de ses talibés déportés avec lui sur l'île de Fotoba sont décimés par l'administration coloniale et enterrés dans une fosse commune. Selon les historiens, le Waliou est décédé le 3 avril 1912 et enterré à côté de son muezzin auprès du camp de Coléah.

Les vestiges historiques

L'île de Fotoba est riche en sites historiques et monuments religieux. Entre autres: l'église anglicane Saint-



Les tombes du Waliou de Gomba et son muezzin.



Jean Le Divin, construite en 1870, les ruines de l'ancienne prison de l'ex-AOF, la tombe du Waliou de Gomba et les ruines de la première usine de bauxite de Guinée (1937-1939), le célèbre Phare de Tamara 1906, les ruines du dépôt d'esclaves à Room (Île au trésor), les forteresses militaires à Kassa et à Tamara. A ceux-là s'ajoutent, les anciennes carrières de granite à Sooro et à Koromanya, ainsi que les traces des pieds de l'érudit sénégalais Sérigne Touba à Touridi, Koromanya.

La plus grande prison de l'AOF

Les français avaient construit entre 1907 et 1908, une grande prison sur l'île Fotoba pour les détenus condamnés à plus de 5 ans de bagne pour des faits politiques, des délits de droits communs et criminels.

Son habitation a été faite de façon progressive. Elle était destinée à recevoir, outre des prisonniers guinéens, des pensionnaires venus de l'Afrique occidentale française (AOF) ou d'autres parties de l'Afrique.

D'illustres personnalités y ont été incarcérées. Notamment, Alpha Yaya Diallo, le Waliou de Gomba, le Waliou de Koba, Cheick Fantamady Chérif, et plusieurs autres réactionnaires contre la domination coloniale.

On distingue encore les ruines du centre pénitencier, une cinquantaine de cellules, sans compter celles qui sont tombées. Des compartiments, des magasins de vivres, la cuisine, etc.

La prison a été fermée après la Loi-cadre Gaston Defferre de 1956, qui a donné une semi-autonomie aux colonies.

Si tous ces vestiges étaient mis en valeur, ils auraient valablement constitué des pôles d'attraction touristiques, favoriser le développement des îles.

Malheureusement, ces sites exposés aux intempéries de la nature, sont appelés à disparaître si rien n'est fait dans le cadre de leur réhabilitation.

Par Abdoul Malick Diallo



La convention sur les îles de Loos.

Libre Tribune /

Guinée, ce qu'il faut faire

Presque tous les Guinéens ont pu suivre le premier tour de la présidentielle française de 2017. Emmanuel Macron et Marine Le Pen sont qualifiés pour le second tour. Nous disons que c'est beau la démocratie. Que dire d'Alpha Condé qui défend la démocratie à l'africaine (à lui de nous la définir), qui veut maintenir en fait les peuples africains dans l'Etat de non-droit, donc de les priver de choisir en toute liberté et en toute transparence leurs dirigeants. Nous avons connu le même bonheur lors des présidentielles au Sénégal, au Ghana, au Bénin, au Nigéria ou Burkina. C'est Alpha Condé qui s'accroche aux pratiques des dictateurs des années 1970 et leurs discours populistes, démagogiques à la sauce panafricaine.

Alpha Condé ne représente pas l'avenir, c'est un homme du passé avec les pires méthodes qui ont conduit notre pays à la ruine. Le monde a changé, la politique aussi. Tout est possible et personne ne peut désormais croire que les jeux sont faits d'avance. Nous l'avons vu avec la victoire de Syriza de Tsipras qui a battu en 2015 les deux partis de droite et de gauche qui dominaient la scène politique grecque, celle de Trump aux États Unis et maintenant Barrow en Gambie et Macron en France.

Nous avons créé l'AFD pour proposer à notre pays une alternative crédible, la rupture avec toutes les mauvaises pratiques qui ont mis en faillite notre pays. Nous ne sommes pas des naïfs, nous savons parfaitement qu'il faut au préalable créer les conditions de l'exercice de la souveraineté populaire du peuple de Guinée. C'est pourquoi notre parti l'AFD, se battra jusqu'au bout pour réunir toutes ces conditions en 2020. De 1958 à 1984, le pouvoir a empêché toute forme d'élection pluraliste et ceux qui conformément à la Constitution de 1958 ont voulu créer leurs partis et même se présenter à la présidentielle de 1968 notamment, ont été arrêtés et exécutés. De 1993 à 2005, il y a certes eu des élections libres et pluralistes, mais le pouvoir les a toutes truquées. Malheureusement, il n'y a pas eu de changement pour les élections de 2010 à 2015, en raison d'une CENI toujours inféodée au pouvoir et la domestication de toutes les institutions de la République par le chef de l'exécutif. Nous avons donc tiré les leçons de ces 60 ans durant lesquels les Guinéens ont été privés de leur droit de choisir leurs représentants. C'est pourquoi nous proposons que :

- le recensement électoral soit confié à l'ONU à travers son agence, le PNUD en



Alpha Saliou Wann
Président de l'AFD

l'occurrence qui nous a toujours accompagnés,
- la certification des résultats par l'ONU
- la sécurisation des élections par des forces de sécurité de la CEDEAO.

Telles sont les conditions à remplir pour garantir la transparence et la crédibilité de nos élections. Je rejette d'avance l'argument de « notre souveraineté » brandi par ceux qui ont effectivement privé nos

Afrique dans les années 1990, ont systématiquement refusé de se plier aux règles d'élections libres et transparentes. Nous sommes obligés de les contraindre pour arracher ce droit garanti par notre Constitution. L'ONU est notre maison commune, la seule organisation internationale qui a le droit et le pouvoir d'ingérence dans les affaires intérieures de nos États. Elle a cette légitimité et comme tel, l'ONU peut jouer à l'arbitre entre les acteurs politiques de notre pays.

Jeunes de Guinée, voilà les objectifs politiques que nous vous proposons de défendre dans les jours à venir. Nous devons nous mobiliser pour faire échec au projet d'un 3ème mandat d'Alpha Condé, mais aussi pour imposer au pouvoir les conditions de transparence des élections. Nous n'aurons pas besoin de l'ONU si les dirigeants guinéens respectaient le jeu démocratique comme ailleurs en Afrique. Mais il est hors de question que sous le prétexte fallacieux de souveraineté,

encore du « glissement » pour les prochaines législatives et présidentielle. Pourtant les partis politiques de l'opposition signataires des accords du 12 octobre 2016 perdent leur temps et leur énergie à les faire appliquer. Les élections n'ont pas de sens avec ce fichier électoral et cette CENI. En outre, cet accord prive les citoyens des quartiers et districts de voter directement pour élire leurs conseillers. Pour ce qui concerne les poursuites judiciaires des présumés responsables des violences contre des manifestants et le dédommagement des victimes, point est besoin d'attendre l'application d'un accord politique. Les personnes tuées et les blessés sont clairement identifiés, ils ont des dossiers bien documentés avec suffisamment de preuves dont les autopsies de médecins légistes. Il leur suffira de porter plainte contre X à nos tribunaux et à la Cour de justice de la CEDEAO. Le GOHA représentant les victimes des destructions et vols de biens commerciaux notamment, possède lui aussi des dossiers

lui. D'ores et déjà, il est prêt pour passer en force sa nouvelle Constitution, lui ouvrant la voie à un pouvoir à vie. Vous voyez bien que c'est là où se trouve la menace et donc cette affaire d'accord du 12 octobre 2016 ne fera que nous divertir et ne mérite pas de manifestations pour sa défense.

Je dis aux jeunes Guinéens que nous sommes condamnés à reprendre notre pays en main. En effet, dès générations de nos compatriotes avaient trouvé refuge en occident qui n'est plus un Eldorado. La mondialisation a fait des ravages dans ces pays où c'est la classe moyenne qui en subit brutalement les conséquences néfastes avec leur déclassement, le chômage de masse et donc la lutte contre l'immigration est au cœur des débats politiques. Des dirigeants populistes balancent en pleine figure aux électeurs cette image terrifiante de 2,5 milliards d'africains en 2050 se ruant comme une puissante marée humaine sur leurs pays pour fuir la misère. Ils ont



compatriotes de l'exercer depuis 1958. Nous n'attendons pas une guerre civile comme en Centrafrique où la communauté internationale a été obligée de piloter les élections dont les résultats n'ont pas été contestés par les acteurs politiques du pays.

Il n'y a pas de démocratie sans démocrates. Nos dirigeants, malgré le tournant pris en

qu'on continue à abandonner le pays à des clans affairistes, anti-démocratiques, médiocres, violents qui ont enfoncé notre beau pays dans le déclin et la pauvreté.

Nous ne devons pas nous tromper de combat. Alpha Condé s'est taillé sur mesure un fichier électoral, il a refusé d'organiser depuis 2011 les élections locales et demain il est fort possible qu'il use

précis défendables devant la Cour de justice de la CEDEAO : le traité de l'OHADA lui procure de solides garanties contre l'Etat qui, il faut le rappeler, s'est déjà engagé à les rembourser. Comme il l'a fait durant son premier mandat, Alpha Condé continue à éreinter l'oppression dans des négociations interminables d'accords qui ne seront jamais appliqués jusqu'à la seule élection présidentielle qui compte pour

commencé, nous le voyons bien, à se barricader contre nous. Pourquoi ne pas se battre pour créer chez soi toutes les conditions d'une vie décente? Tels sont les enjeux majeurs pour les nouvelles générations de jeunes Guinéens pour se donner les moyens de préparer un avenir radieux chez nous en Guinée ? ■



Le Salon International de l'Habitat et de la Construction est une initiative portée par AXE EXPANSION (AXEX).

Promoteur de l'événement, **AXEX** est une Société à Responsabilité Limitée (SARL) de droit guinéen dont le siège se trouve à Almamy dans la Commune de Kaloum à Conakry. Elle regroupe en son sein une équipe de jeunes professionnels ayant plus de 10 ans d'expérience dans la promotion économique de la Guinée à travers l'organisation des Foires, Salons Professionnels, Expositions, Mise en Relation d'Affaires et Enquêtes Socio-économiques.

Dans le souci de promouvoir le secteur de l'Habitat et de la Construction et de profiter de l'expansion générée par ledit secteur dans notre pays, il est organisé le SIHaCo afin d'offrir aux acteurs de la filière l'opportunité de développer des synergies pour leur croissance respective.

En mettant en place cette plateforme, le SIHaCo vise l'objectif de faire de la Guinée une destination privilégiée pour l'ensemble des acteurs de la construction en provenance du monde entier.

SIHaCo : Salon des professionnels du BTP, du 18 au 22 Mai 2017 au PALAIS DU PEUPLE A CONAKRY.

Le **SIHaCo** est dédié aux professionnels du bâtiment, des travaux publics, des nouvelles énergies et de l'environnement.

SIHaCo : C'est le PLUS Grand Rendez-Vous en Guinée des acteurs du monde de l'Habitat et de la Construction.

SIHaCo : c'est une véritable vitrine dédiée aux prestataires de services et entreprises du bâtiment et des travaux publics.

L'occasion pour les exposants de mettre en avant leur savoir-faire et les dernières innovations pour accrocher les visiteurs, organismes professionnels et institutionnels, collectivités, maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, artisans, prescripteurs, entrepreneurs, etc.

En Avril prochain, plus d'une centaine d'exposants (de matériaux et matériels de construction, de machines, d'engins et entreprises de services, entreprises de travaux, bureaux d'études et chercheurs, prestataires divers) et plus de 10.000 visiteurs professionnels (maîtres d'œuvre, architectes, ingénieurs maîtres d'ouvrage, prescripteurs, PME et artisans, services techniques des collectivités) sont attendus à Conakry.

SIHaCo se veut le plus grand salon international de l'habitat et de la construction en Afrique de l'Ouest. C'est pourquoi, tous les professionnels de la construction s'y rencontrent pour développer des affaires, promouvoir leurs entreprises, lancer des nouveaux produits et découvrir les dernières innovations.

Pour cette 2ème édition, le DEVELOPPEMENT DURABLE DE NOS VILLES sera au cœur de l'événement pour attirer l'attention des acteurs concernés sur l'impérieuse nécessité de se mettre ensemble et de conjuguer leurs efforts afin de concilier les impératifs de développement socioéconomique de nos établissements humains avec la protection de notre environnement pour le bonheur de la population.

C'est pourquoi, le thème central « Ensemble, pour des villes sans taudis, gage d'un développement durable » a été retenu pour l'organisation de cette 2ème édition du SIHaCo.

Le contenu des Rencontres **SIHaCo**, l'espace d'échanges, des rencontres B2B, des rencontres G2B, de réflexion, de conférences, du concours de créativité et des formations, est conçu en collaboration avec les partenaires institutionnels et professionnels, confirmant ainsi sa vocation de véritable plateforme de savoir-faire.

Cette 2ème édition sera marquée par l'aménagement des stands en partenariat avec le Ministère de la Ville et de l'Aménagement du Territoire et dédiés :

■ A la Relance de la Pierre

L'idée de ce stand est de réunir les promoteurs pour exposer les opportunités d'investissement dans le secteur immobilier en Guinée notamment pour la construction d'immeubles collectifs pour le plus grand nombre de guinéens.

A cet effet, une banque de projets récapitulant l'ensemble des projets immobiliers dont le Gouvernement souhaite la réalisation sera élaborée et disponible pour les investisseurs potentiels.

■ Au Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme du Grand Conakry

AXEX en collaboration avec le Ministère de la Ville et de l'Aménagement du Territoire (**MVAT**) veut, durant les cinq (5) jours de cette 2ème Edition du **SIHaCo**, donner l'opportunité aux leaders d'opinions de Guinée, notamment les autorités locales et à tous les décideurs intéressés par les questions liées au développement de leur localité, à venir échanger sur les projections des villes dans les années à venir.

■ A la Promotion immobilière

Ce stand de promotion et gestion immobilière sera l'occasion d'informer les visiteurs à la fois sur les opportunités du marché immobilier en Guinée qui sont prometteurs et d'offrir aux grands complexes immobiliers et hôteliers de la place, des formations dédiées à la qualification de leur Personnel.

En outre, elle offrira un cadre idéal de rencontre entre les promoteurs de projets immobiliers et les potentiels clients désireux d'accéder à la propriété.

Bâtir un cadre de vie moderne

SPONSORS OFFICIELS



Partenaires publics

Infoline : info@sihacoguinee.com Tél. : +224 623 573 152 / 664 545 063
www.sihacoguinee.com